

Dénomination de l'établissement		HAUTE ECOLE BRUXELLES-BRABANT - HE2B Chaussée de Waterloo, 749 à 1180 UCCLE					
61	Maître assistant	Psychologie		1	10	Bruxelles - Nivelles	
62	Maître assistant	Psychologie		4	10	Bruxelles - Nivelles	
63	Maître assistant	Psychologie		2	10	Bruxelles - Nivelles	
64	Maître assistant	Psychologie		9	10	Bruxelles - Nivelles	
65	Maître assistant	Psychologie		10	10	Bruxelles - Nivelles	
66	Maître assistant	Psychologie		2	10	Bruxelles - Nivelles	
67	Maître assistant	Psychologie		1	10	Bruxelles - Nivelles	
68	Maître assistant	Psychologie		3	10	Bruxelles - Nivelles	
69	Maître assistant	Psychologie		7	10	Bruxelles - Nivelles	
70	Maître assistant	Sciences biomédicales		1	10	Bruxelles - Nivelles	
71	Maître assistant	Sciences mathématiques		6	10	Bruxelles - Nivelles	
72	Maître assistant	Sciences mathématiques		3	10	Bruxelles - Nivelles	
73	Maître assistant	Sciences politiques		1	10	Bruxelles - Nivelles	
74	Maître assistant	Sciences sociales		5	10	Bruxelles - Nivelles	
75	Maître assistant	Sciences sociales		2	10	Bruxelles - Nivelles	
76	Maître assistant	Sciences sociales		1	10	Bruxelles - Nivelles	
77	Maître assistant	Sciences sociales		3	10	Bruxelles - Nivelles	
78	Maître assistant	Sciences sociales		3	10	Bruxelles - Nivelles	
79	Maître assistant	Sciences technologiques		1	10	Bruxelles - Nivelles	
80	Maître assistant	Sciences technologiques		2	10	Bruxelles - Nivelles	
81	Maître assistant	Sciences technologiques		2	10	Bruxelles - Nivelles	
82	Maître assistant	Service social		2	10	Bruxelles - Nivelles	
83	Maître assistant	Sociologie		2	10	Bruxelles - Nivelles	
84	Maître assistant	Techniques de développements en informatique		9	10	Bruxelles - Nivelles	
85	Maître assistant	Techniques de développements en informatique		10	10	Bruxelles - Nivelles	
86	Maître assistant	Techniques de développements en informatique		4	10	Bruxelles - Nivelles	
87	Maître assistant	Techniques de développements en informatique		7	10	Bruxelles - Nivelles	

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/30966]

12 JANVIER 2022. — Circulaire relative aux permis d'urbanisme pour le photovoltaïque

Objectifs d'aménagement du territoire et d'environnement

La présente circulaire est un outil d'aide à la décision à destination des différentes autorités compétentes pour délivrer les permis d'urbanisme relatifs aux projets relevant de la filière du photovoltaïque.

Le schéma de développement territorial (SDT) adopté par le Gouvernement wallon le 16 mai 2019 fixe l'objectif de réduire la consommation des terres non artificialisées à 6 km²/an d'ici 2030, soit la moitié de la superficie consommée actuellement et tendre vers 0 km²/an à l'horizon 2050. En adoptant sa Déclaration de Politique Régionale (DPR) 2019-2024, le Gouvernement s'est, pour sa part, engagé à réduire la consommation des terres artificialisées en plafonnant d'ici 2025.

La ligne de conduite est donc de privilégier l'installation intégrée dans le paysage et qui n'a pas d'impact sur l'occupation du sol.

Par ailleurs, l'agriculture constitue un des socles forts de la société wallonne. Rappelons le caractère fondamental de la préservation des terres agricoles et de leur usage à des fins nourricières consacrés par la Déclaration de politique régionale. A ce titre, il est crucial que ce secteur puisse être pérennisé en tenant compte des problèmes qu'il rencontre. Or, la ressource « sol », facteur de production, est limitée, et fait l'objet de convoitises croissantes pour des usages souvent concurrents. Toute soustraction de terres agricoles à leur fonction est de nature à accentuer leur faible disponibilité et d'amener une pression sur les terres avoisinantes. Le foncier agricole étant en proie à des pressions multiples, la problématique de l'accès au foncier se pose donc avec acuité.

Le développement de la filière photovoltaïque ne peut dès lors s'envisager que pour autant que les projets n'accroissent pas cette pression.

L'examen des demandes de permis sera donc réalisé au regard de ces deux ordres de considération en tenant compte des indications et recommandations qui sont énoncées ci-dessous.

Namur, le 12 janvier 2022.

Le Vice-Président de la Wallonie et Ministre de l'Aménagement du Territoire,
W. BORSUS


A. Privilégier l'installation intégrée dans le paysage et qui n'a pas d'impact sur l'occupation du sol

En application de la convention de Florence sur le paysage, dont elle est signataire, la Belgique s'est engagée à mettre en place des moyens d'intervention visant la protection, la gestion et/ou l'aménagement des paysages.


Le développement des installations photovoltaïques, de faible ou de grande ampleur, en toiture, en élévation, ou encore en couverture de surfaces minéralisées (voirie, parking, espace de stockage etc.) doit être poursuivi et intensifié, car son impact est souvent mineur. Les grands bâtiments privés comme les centres commerciaux ou les hangars agricoles ou industriels, les ateliers etc, de même que les bâtiments publics, comme les écoles, les hôpitaux, les centres sportifs ou autres sont des endroits privilégiés pour installer des panneaux photovoltaïques.

Les projets doivent donc être préférentiellement conçus sur ce modèle.



Photovoltaïque en toiture : les toitures plates des bâtiments industriels accueillent les panneaux sans impact sur le paysage 

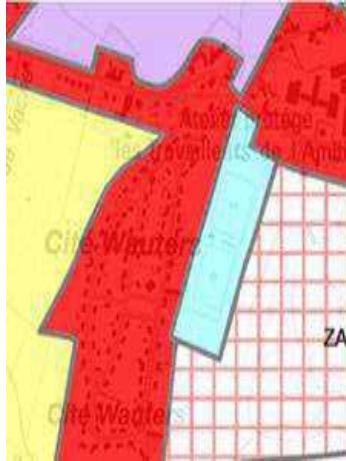


Photovoltaïque en parement 



L'on évitera les trackers qui s'inscrivent difficilement dans le paysage 

B. Attacher une attention particulière aux projets qui ont un impact sur l'occupation du sol



Le choix du terrain est une décision critique pour un projet de champ photovoltaïque au sol. L'attention des promoteurs doit être attirée sur les divers enjeux en balance. Pour être mené à bonne fin, un projet doit en effet satisfaire plusieurs critères :

1. *Economiser l'espace, prohiber la concurrence d'usage des sols,*
2. *Être faisable et rentable,*
3. *Minimiser les impacts sur la faune et la flore,*
4. *Minimiser les impacts sur le paysage,*
5. *Associer les populations riveraines.*

Il est donc conseillé de prendre contact avec les autorités régionales et locales dès l'entame d'un nouveau projet.

1- Economiser l'espace, prohiber la concurrence d'usage des sols.

Le schéma de développement du territoire (SDT) adopté par le Gouvernement wallon le 16 mai 2019 (non entré en vigueur) fixe l'objectif suivant :

- réduire la consommation des terres non artificialisées à 6 km²/an d'ici 2030, soit la moitié de la superficie consommée actuellement, et tendre vers 0 km²/an à l'horizon 2050

La déclaration de politique régionale (DPR) 2019-2024 demande de :


- réduire la consommation des terres artificialisées en la plafonnant d'ici 2025.

Economiser l'espace est un objectif prioritaire. A ce titre :


- la terre agricole, dont la vocation première est nourricière, ne doit pas devenir le lieu où implanter les champs photovoltaïques ;
- la zone d'activité économique n'est pas galvaudée, elle est réservée à l'implantation des entreprises ;
- les friches industrielles doivent prioritairement être ramenées vers l'activité économique, ou, le cas échéant, être dotées d'autres fonctionnalités, avant d'en venir, eu égard par exemple à la nature du sol et à l'ampleur de la pollution constatée, à une affectation photovoltaïque.

<p><i>Économiser l'espace dans une optique de lutte contre l'artificialisation</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ <i>Rechercher prioritairement des sites dégradés et/ou non utilisés (friches industrielles non réaffectables, anciennes carrières de faible intérêt écologique, décharges, bords d'autoroutes ou de lignes de chemin de fer, bassins industriels etc)</i> ❖ <i>Utiliser des sites dont la faible potentialité est démontrée au regard de la valeur agronomique des sols, de la faune et de la flore</i> ❖ <i>Favoriser le développement d'activités complémentaires (regroupement avec d'autres énergies renouvelables, comme l'éolien) ou le regroupement avec des infrastructures existantes</i>
<p><i>Assurer en zone agricole l'utilisation durable des sols pour l'agriculture</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ <i>Ne pas utiliser de parcelles agricoles en cours d'exploitation</i> ❖ <i>Ne pas contribuer au renchérissement du foncier</i> ❖ <i>A titre exceptionnel, adjoindre un projet photovoltaïque à un projet agricole</i>




Photovoltaïque sur bassin industriel 




Photovoltaïque sur le site d'une ancienne gare de triage 



Photovoltaïque sur un ancien site d'enfouissement de déchets (CET) 

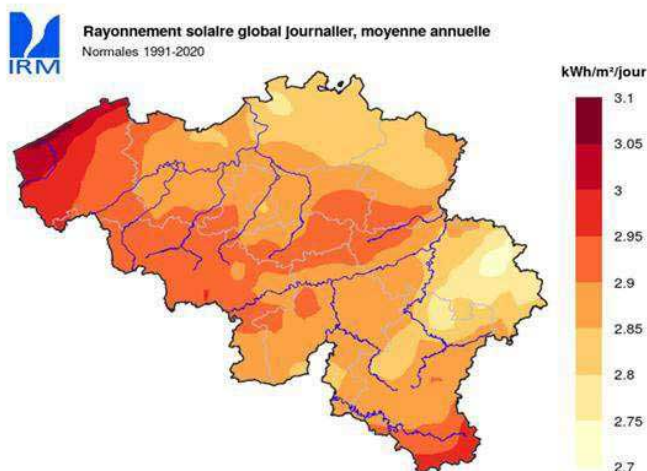


Photovoltaïque le long d'une voirie 

2- Optimiser la faisabilité et la rentabilité du projet

C'est au porteur de projet qu'il appartient d'évaluer la faisabilité du projet en fonction du potentiel de production électrique du site d'implantation, et des coûts spécifiques liés à cette implantation (coût du terrain, coût du raccordement au réseau, coût des infrastructures nouvelles, etc.). Il doit aussi vérifier s'il n'existe pas un risque naturel de nature à remettre en cause le choix du site.

Le rayonnement solaire est variable selon l'endroit où l'on se trouve en Wallonie. Il va de soi que l'orientation et l'inclinaison des panneaux a également un impact sur la production électrique, en particulier lorsqu'ils ne sont pas mobiles (trackers).



<i>Choisir un terrain bien ensoleillé, sans relief accidenté, et accessible</i>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Favoriser une production optimale ❖ Minimiser les modifications du relief du sol ❖ Éviter la création d'une nouvelle voie d'accès
<i>Maîtriser les risques naturels</i>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Éviter les zones soumises à un risque naturel ou une contrainte géotechnique majeurs, comme le karst par exemple, où la faisabilité des projets peut être remise en cause

3- Minimiser les impacts sur la faune et la flore

Un champ photovoltaïque peut modifier le biotope et rompre la continuité écologique très importante pour certaines espèces animales. En effet, la mise en place des panneaux et de leurs fondations peut détruire les habitats présents sur la parcelle, et les installations sont en général clôturées et peuvent interrompre un couloir écologique.

Il existe aussi un risque d'écoulement des eaux de ruissellement sur les panneaux photovoltaïques et une concentration de l'eau vers le point bas des modules avec pour conséquence une érosion prononcée sur la zone d'impact des eaux au sol. Les fondations des panneaux peuvent entraîner une légère imperméabilisation des sols, variable selon la technique choisie.

L'ombrage généré par les panneaux fixes peut lui aussi avoir un impact sur les espèces présentes sur le site.

L'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien du terrain peut avoir des conséquences néfastes sur l'environnement.

Pour rappel, la perturbation ou la destruction d'espèces protégées, et de leur habitat pour certaines espèces strictement protégées, sont interdites ou soumises à dérogation par la loi sur la conservation de la nature.

<i>Préserver la biodiversité</i>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Refuser l'implantation dans les sites protégés (réserve naturelle, réserve forestière, zone humide d'intérêt biologique, cavité souterraine d'intérêt scientifique, site Natura 2000) ❖ Refuser l'implantation dans les sites faisant l'objet d'inventaire (SGIB) ❖ Éviter les plans d'eau (hormis les bassins industriels), les périmètres de liaison écologique etc.
----------------------------------	--


4- Minimiser les impacts sur le paysage

Il convient d'éviter l'éparpillement de petites installations au sol, afin de ne pas miter le territoire : les installations qui n'ont pas d'impact sur l'occupation des sols seront toujours préférées pour l'autoconsommation, même partielle. Les grands consommateurs d'électricité comme le rail, les stations de pompes, certaines industries, les carrières en cours d'exploitation etc. peuvent réaliser des champs de moyenne importance pour alimenter leur exploitation. Les champs photovoltaïques sans autoconsommation seront de préférence d'une superficie importante.

Si c'est techniquement possible, il est conseillé d'éviter la multiplication des cabines techniques.

Dans tous les cas, l'impact paysager sera pris en compte de façon prioritaire.



L'on évitera les implantations bien visibles sur les buttes de terres de découverte 

<p><i>Protéger les paysages et améliorer le cadre de vie quotidien</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ <i>Éviter de porter atteinte à des paysages protégés (périmètres d'intérêt paysager, de point de vue remarquable, d'intérêt culturel, historique et esthétique, sites classés, etc)</i> ❖ <i>Examiner et justifier spécifiquement l'impact des projets sur les paysages à maintenir ou à former</i> ❖ <i>Anticiper l'intégration des installations et la recherche d'une qualité esthétique et architecturale des installations</i> ❖ <i>Veiller à éviter le mitage du territoire par l'éparpillement des installations</i>
--	--

Au départ de l'expérience française, les concepts d'intégration paysagère¹, reproduits ci-dessous, sont proposés.

Principes généraux de l'analyse paysagère

Les installations photovoltaïques sont perçues dans le paysage par diverses caractéristiques qui sont autant d'éléments à considérer dans l'aménagement d'un nouveau paysage : l'emprise des installations ; la géométrie, la taille, la hauteur, la densité, la couleur et la brillance des modules ; l'implantation des panneaux par rapport à la topographie du site (plaines, pentes vallonnées) et à l'occupation du sol (terres agricoles, espaces boisés, végétation naturelle) ; les dépendances de l'installation (voies d'accès, clôture, bâtiment de l'onduleur, etc.).

La notice d'évaluation des incidences (ou l'étude d'incidences) devra s'attacher à expliquer la démarche de projet de paysage qui a été celle du porteur de projet. Il importe de déterminer comment la conception du projet

¹ Installations photovoltaïques au sol, Guide de l'étude d'impact MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT et MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

prend en compte le paysage existant et, dans un deuxième temps, quels sont les effets visuels qui en résultent. La notice d'évaluation des incidences (ou l'étude d'incidences), lors de l'analyse de l'état initial, doit d'abord considérer le contexte paysager dans lequel s'inscrit le projet puis montrer comment le projet est conçu en fonction de cet état initial.

Le projet paysager : concevoir le projet en fonction de l'état initial

Dans un contexte déjà urbanisé ou marqué par des activités industrielles

Dans une zone d'activités ou une zone industrielle, l'intégration des équipements photovoltaïques relève davantage d'un projet architectural, sans qu'il y ait d'impact significatif.



La zone d'activités contient de nombreux objets de différentes échelles. Les formes géométriques des installations photovoltaïques proposent une unité ordonnée là où le regard subit un envahissement visuel permanent



Les installations photovoltaïques sont construites en continuité avec un poste de distribution électrique. Elles viennent conforter la vocation énergétique du site. Le positionnement des panneaux dans une zone de faible altimétrie permet de conserver les vues sur les massifs collinaires boisés depuis les points de vue environnants



Dans un site dont la vocation n'est pas à être urbanisée selon le plan de secteur

Dans un site dont la vocation n'est pas urbanisable, implanter une installation photovoltaïque s'affirme comme un geste fort et doit être assumé en tant que tel dans le paysage en lui offrant une lecture qui apporte une réelle plus-value. Il convient de rappeler que la zone agricole est destinée au maintien et à la formation des paysages. A ce titre, elle n'est, en principe, pas destinée à recevoir des champs photovoltaïques.

Pour concevoir le projet, il est possible de s'inspirer de la capacité des éléments modulaires des installations photovoltaïques à générer un effet graphique fort dans le paysage, mettant en scène une série d'objets dont le rythme donne une échelle de perception nouvelle dans un paysage ouvert.

Travailler la conception de l'installation

Les rapports d'échelle entre les installations photovoltaïques (surface, répartition des panneaux) et le paysage (unités, limites, morcellement) sont un élément pour définir les dimensions des installations.

Concernant la topographie, s'en tenir à la simple implantation géométrique des panneaux plein sud en investissant en totalité la parcelle pressentie est une réponse trop sommaire. Les panneaux peuvent être implantés de manière à donner un rythme très perceptible dans le paysage et aider la lecture de la topographie dans le sens des situations et ambiances locales.




Les installations s'adaptent aux formes des parcelles

La taille des équipements et la nature des matériaux influent sur la conception du projet paysager.

En effet, la taille des panneaux et leur inclinaison peuvent modifier leur perception depuis un point éloigné ou un point rapproché. La hauteur totale des panneaux peut aller jusqu'à plusieurs mètres au-dessus du sol.



Les panneaux situés en bordure d'autoroute sont de faible hauteur et maintiennent des vues sur le paysage 

Les matériaux des panneaux (modules et structures porteuses) peuvent également avoir des conséquences sur la perception générale des installations, de loin et surtout de près. Chaque détail compte : la qualité des assemblages des panneaux, les types de matériaux utilisés pour la structure porteuse (bois, métal, béton), l'entretien à apporter aux délaissés entre les rangées de panneaux.





Dans le parc photovoltaïque repris sur la première photo, l'assemblage soigné des panneaux, la transparence des structures porteuses, le recours à des fondations légères sur pieux, l'alternance des panneaux avec les bandes enherbées entretenues rendent ces installations légères. On les comparera à la rangée de modules installés en continu



La transparence des structures porteuses, le soin apporté au montage, les délaissés enherbés, et la clôture minimaliste participent à l'ambiance paysagère du site



Prendre en compte la perception selon l'angle de vue

Les réponses paysagères ne doivent pas omettre que, selon l'angle de vue, la perception des installations est très différente. Ainsi, l'envers et les vues latérales des panneaux sont à considérer avec attention.

Du côté de la surface active des modules solaires, les panneaux et les rangées de panneaux fusionnent avec l'éloignement de l'observateur et deviennent indiscernables. Les installations prennent alors la forme d'une surface plus ou moins homogène en nature et en couleur.

Du côté de la face passive, les supports des modules sont les éléments qui attirent le regard sur les premiers plans.

Les vues latérales sont aussi à considérer en fonction du degré d'ouverture du paysage.



Vues d'une même installation, des deux côtés (surface active et surface passive). Du côté de la surface active, les rangées de panneaux fusionnent progressivement. Cette perception est accentuée par la faible hauteur des panneaux et leur faible espacement. Lorsque l'installation est vue du côté de la face passive, la perception des premiers plans est influencée par la nature des structures porteuses des modules. L'éloignement joue également son rôle en fusionnant les rangées de panneaux, mais la gamme de couleurs perçue peut varier selon les matériaux utilisés en tant que supports

Le projet de paysage : quelques écueils à éviter

Le **camouflage** ou la dissimulation consistent à profiter de la morphologie du terrain pour minimiser l'effet visuel ou à isoler les installations avec des plantations telles que des haies. Les installations ne sont dès lors plus considérées comme un élément de paysage à part entière mais comme un objet qu'il serait possible de dissimuler dans un paysage décor. Les haies et plantations d'arbres peuvent cependant accompagner l'intégration paysagère des installations.

Le **pastiche** concerne le traitement architectural (des postes de transformation par exemple), en s'inspirant d'éléments architecturaux ou paysagers typiques dans le but de les confondre avec leur environnement.

L'**esthétisme** recherche une composition artistique de l'installation. Il faut se garder de penser le champ de panneaux comme une œuvre en soi et éviter toute mise en situation artistique (les champs photovoltaïques chinois représentant un cheval ou un panda ne peuvent servir d'exemple).

L'**alibi de l'acceptabilité environnementale** du projet revient à considérer que le respect de la biodiversité et des écosystèmes garanti par la notice d'évaluation des incidences ou l'étude d'incidences suffit pour attester de l'intégration dans le paysage. La notice d'évaluation des incidences, ou l'étude d'incidences, ne doit pas présenter de déséquilibre entre études naturalistes et études paysagères, mais au contraire proposer une analyse qui considère l'ensemble des enjeux.

5- Faire participer les populations riveraines

La participation doit être menée dès le lancement du projet. Pour ne pas compromettre l'acceptation sociale et les chances de réussite, les riverains et les représentants locaux doivent être informés par le porteur de projet le plus rapidement possible. L'acceptation sera plus facile pour un projet où la population aura été sollicitée.

Il est donc recommandé d'organiser une réunion d'information préalable. Une fois le projet réalisé, une visite des lieux permet également de montrer et d'expliquer, tout en sensibilisant la population aux enjeux énergétiques.

Les impacts positifs comme négatifs du projet doivent être exposés. L'impact positif principal est le suivant : l'implantation d'un champ photovoltaïque permet la transition énergétique nécessaire vers une société bas carbone et répond au défi du changement climatique.

Les impacts négatifs peuvent découler de la phase de chantier ou de démantèlement. Les nuisances générées peuvent être de différentes natures : nuisances sonores et visuelles, trafic de camions localement plus important, déchets et pollutions locales. Elles doivent être maîtrisées par le porteur de projet.

Les nuisances d'exploitation sont quant à elles faibles. Une fois installé, le champ photovoltaïque n'est pas générateur de nuisance sonore significative, en particulier si les panneaux ne sont pas mobiles. Les onduleurs et transformateurs, éléments électriques installés dans un local, émettent un bruit qui se propage essentiellement au travers des grilles d'aération. Ces nuisances ne peuvent survenir que le jour, le système photovoltaïque ne fonctionnant pas la nuit.

En ce qui concerne les ondes électromagnétiques, les modules solaires et les câbles peuvent créer des champs continus (électriques et magnétiques) de faible intensité. Les onduleurs et le transformateur, situés dans des armoires métalliques de protection, peuvent générer des champs électromagnétiques un peu plus importants mais ces derniers peuvent être considérés comme négligeables au-delà d'une distance de quelques mètres.

Gestion des dossiers

A. Permis unique ou permis d'urbanisme, autorité compétente

1- La production d'électricité photovoltaïque n'est actuellement pas visée en tant que telle par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol. Seules les installations qui prévoient le placement d'au moins un transformateur statique relié à une installation électrique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA sont soumises à permis unique (classe 2, rubrique 40.10.01.02).

L'absence de transformateur de ce type est un renseignement qui **doit figurer dans la demande de permis d'urbanisme**. S'il n'y figure pas, la demande est incomplète.

2- L'article D.IV.22 du CoDT réserve à la compétence du fonctionnaire délégué les actes et travaux relatifs à la production d'énergie destinée exclusivement à la collectivité, c'est-à-dire d'énergie rejetée dans le réseau électrique sans consommation privée, et qui concernent l'installation, le raccordement, la modification, la construction ou l'agrandissement d'un champ de panneaux solaires photovoltaïques.

Lorsque qu'il y a autoconsommation, même partielle, le collège communal est compétent (sauf autre critère de compétence visé dans l'un des points 1° à 6 et 8° à 11°, de l'article D.IV.22 du CoDT).

3- En application de l'article R.IV.1-2, 5°, du CoDT, la demande de permis pour un champ photovoltaïque, en ce compris la ou les cabines techniques, n'est **pas soumise à l'intervention d'un architecte**.

4- Le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols précise que pour un terrain renseigné dans la **banque de données de l'état des sols** comme pollué ou potentiellement pollué (apparaissant en couleur pêche), aucune étude d'orientation ne doit être réalisée par le demandeur du permis pour autant que l'installation de panneaux photovoltaïques constitue l'objet principal de la demande. Ces informations doivent être reprises dans le formulaire associé au cadre relatif au décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, mentionné aux annexes 4 à 9 de la partie réglementaire du CoDT, et qui doit être joint à la demande de permis.

5- Pour rappel, l'article R.IV.1-1, rubrique A, 2, du CoDT instaure une **exonération de permis d'urbanisme** pour le placement de matériaux de couvertures de toiture photovoltaïques ou le remplacement de matériaux de couvertures de toiture, photovoltaïques ou non, par des matériaux de couvertures de toiture photovoltaïques pour autant que, lorsque le bien est soumis aux articles R.II.36-6 à R.II.36-9, R.II.37-3, R.II.37-4 et R.II.37-7 à R.II.37-9, R.II.37-11, R.II.37-12, les couleurs soient conformes aux indications et prescriptions concernées.

La rubrique L1 du même article exonère également de permis d'urbanisme le placement d'un ou de plusieurs modules de production d'électricité ou de chaleur, dont la source d'énergie est solaire, qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier et qui rentre dans une ou plusieurs des hypothèses suivantes :

a) lorsque le ou les modules sont fixés sur une toiture à versant(s), la projection du débordement dans le plan vertical est inférieure ou égale à 0,30 m et la différence entre les pentes du module et de la toiture de ce bâtiment est inférieure ou égale à 15 degrés ;

b) lorsque le ou les modules sont fixés sur une toiture plate, le débordement vertical est de 1,50 m maximum et la pente du module est de 35 degrés maximums ;

c) lorsque le ou les modules sont fixés sur une élévation, la projection du débordement dans le plan horizontal est comprise entre 1,20 et 1,50 m et la pente du module est comprise entre 25 et 45 degrés.

Ces exonérations **ne sont toutefois pas applicables** aux actes et travaux qui se rapportent à des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés ou soumis provisoirement aux effets de classement, et des restrictions existent aussi pour d'autres protections patrimoniales.

B. Complétude du dossier, notice d'évaluation des incidences et étude d'incidences

Lorsqu'une autorité délivre ou refuse un permis, lorsqu'elle impose des charges ou des conditions, lorsqu'elle accorde des écarts ou des dérogations, sa décision repose sur une analyse du projet et des circonstances urbanistiques locales, c'est-à-dire du contexte de terrain dans lequel le projet s'insère.

Pour que l'autorité puisse analyser correctement la demande, il est indispensable qu'elle dispose d'informations, et ces informations doivent être présentes dans le dossier : l'autorité se base sur les pièces qui précisent l'objet de la demande de permis elle-même, sur les pièces qui décrivent la situation concrète du contexte dans lequel la demande s'inscrit, et sur la démarche motivée du porteur de projet.

Chaque projet doit être confronté aux règles d'aménagement du territoire et d'urbanisme reprises dans les plans, schémas et guides qui s'appliquent au terrain. Chaque projet doit également être confronté au critère d'intégration à l'environnement bâti ou à l'environnement non bâti, ainsi qu'à celui relatif à sa faisabilité.

Les plans décrivent le projet et la situation existante. : l'on ne peut que rappeler l'importance de leur complétude, de leur précision et de leur exactitude.

Pour un champ photovoltaïque, outre les plans et les renseignements exigés dans le point précédent (A. Permis unique ou permis d'urbanisme, autorité compétente) et par le formulaire de demande, la **notice d'évaluation des incidences** est un document essentiel, qui doit être complété avec le plus grand soin, particulièrement en ce qui concerne l'**analyse paysagère** et les **impacts sur la faune, la flore et l'environnement** en général.

Elle comportera donc une **véritable étude paysagère** qui renseignera la manière dont le projet a été conçu en tenant compte des principes établis dans la présente circulaire, les points de vue proches et éloignés, et y sera joint un ou plusieurs photomontages permettant d'évaluer l'impact paysager du projet, des simulations 3D etc.

Elle comportera également une évaluation rigoureuse de la potentialité des sols concernés par le projet, basée par exemple sur la carte pédologique des sols² en orientant d'éventuels projets vers des sols marginaux et une analyse des avantages / inconvénients du site choisi, un relevé de terrain constatant l'absence (ou non) d'espèces protégées, les mesures prises en vue d'atténuer si besoin les effets du projet sur les espèces et les habitats naturels etc.

Un projet susceptible d'avoir des **incidences notables** sur l'environnement, notamment en raison de sa nature, de ses dimensions ou de sa localisation, doit être soumis à étude d'incidences par l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande. Pour un champ photovoltaïque, la sensibilité du site d'implantation est l'élément le plus important dans l'appréciation de la nécessité ou non d'imposer **une étude d'incidences**.

C. Compatibilité des projets photovoltaïques avec le plan de secteur

Le tableau qui suit résume la compatibilité d'un projet de champ photovoltaïque avec le plan de secteur. Une compatibilité du projet avec la zone ne signifie pas d'office un octroi de permis, car d'autres critères d'acceptabilité du projet entrent en jeu. En cas d'incompatibilité avec le plan de secteur, pour autant que les circonstances le justifient et que les conditions d'application soient remplies, une dérogation au plan de secteur pourrait être octroyée sur la base des articles D.IV.11 et D.IV.13 du CoDT.

Type de zone	compatibilité	conditions
Zone d'habitat	<i>oui</i>	<i>ne pas mettre en péril la destination de la zone + compatibilité avec le voisinage</i>
Zone d'habitat à caractère rural	<i>oui</i>	<i>ne pas mettre en péril la destination de la zone + compatibilité avec le voisinage</i>
Zone d'habitat vert	<i>non</i>	
Zone de services publics et d'équipements communautaires	<i>oui</i>	<i>finalité de promouvoir l'intérêt général</i>
Zone de loisirs	<i>non</i>	
Zone d'activité économique mixte	<i>oui</i>	
Zone d'activité économique industrielle	<i>oui</i>	
Zone d'activité économique spécifique	<i>non</i>	
Zone d'aménagement communal concerté à caractère économique	<i>voir le schéma d'orientation local</i>	
Zone de dépendances d'extraction	<i>oui</i>	<i>pour une durée limitée, dans les zones ou parties de zone non encore exploitées</i>

² disponible sur Wal on Map

<i>Zone d'enjeu régional</i>	<i>voir la carte d'affectation des sol</i>	
<i>Zone d'enjeu communal</i>	<i>voir la carte d'affectation des sol</i>	
<i>Zone agricole</i>	<i>non</i>	
<i>Zone forestière</i>	<i>non</i>	
<i>Zone d'espaces verts</i>	<i>non</i>	
<i>Zone naturelle</i>	<i>non</i>	
<i>Zone de parc</i>	<i>non</i>	
<i>Zone d'extraction</i>	<i>oui</i>	<i>pour une durée limitée, dans les zones ou parties de zone non encore exploitées</i>
<i>Zone d'aménagement communal concerté</i>	<i>voir le schéma d'orientation local</i>	

Dans la zone agricole, le module de production d'électricité ou de chaleur, qui alimente directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier, n'est admis que pour autant qu'il ne mette pas en cause de manière irréversible la destination de la zone et aux conditions suivantes :

1° soit il est placé directement sur un bâtiment existant ;

2° soit il est ancré directement au sol ou via un support relié au sol pour autant qu'il soit situé à l'arrière des bâtiments par rapport à la voirie de desserte.

En pareil cas de figure, la demande de permis est formellement motivée au regard de l'incidence de ces activités sur l'activité agricole, le paysage, la flore, la faune, le sol, le ruissellement, le débit et la qualité des cours d'eau.

La notion de « bien immobilier » doit s'entendre au sens d'une même propriété qui peut comporter plusieurs parcelles.

La condition de non mise en péril de la destination principale de la zone implique **une motivation formelle spécifique** de l'éventuelle autorisation qui serait donnée pour la construction ou l'installation de tels modules. Il convient de démontrer que la fonction principale de la zone agricole, telle qu'elle est prévue dans l'article D.II.36 du CoDT, ne serait pas irréversiblement compromise par la réalisation du projet (articles R.II.36-11 et R.II.36-12).

En dehors de ces hypothèses, la pose de panneaux n'est pas compatible avec la zone agricole.

Le CoDT prévoit cependant l'éventualité qu'un permis puisse être octroyé en dérogation aux prescriptions du plan de secteur ou aux normes ou aux normes du guide régional d'urbanisme, **pour des constructions et équipements à finalité d'intérêt général**. Au rang de celles-ci figurent les constructions et équipements liés à l'énergie renouvelable en raison de leur finalité d'intérêt général. Il s'agit d'installations relatives « à la production d'énergie destinée exclusivement à la collectivité c'est-à-dire d'énergie rejetée dans le réseau électrique ou dans le réseau de gaz naturel sans consommation privée ou desservant un réseau de chauffage urbain et qui concernent l'installation, le raccordement, la modification, la construction ou l'agrandissement » (article D.IV.11 du CoDT).

Indépendamment de cette hypothèse, deux cas de figure peuvent se présenter impliquant une part d'auto-consommation.

1. D'une part, aux fins de production d'électricité ou de chaleur, un permis peut être octroyé en dérogation au plan de secteur un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 **relatif à la production d'énergie destinée partiellement à la collectivité c'est-à-dire d'énergie partiellement rejetée dans le réseau électrique ou dans le réseau de gaz naturel ou desservant un réseau de chauffage urbain** (article D.IV.6, alinéa 3, du CoDT).
2. D'autre part, aux fins de production d'électricité ou de chaleur, un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 y relatif peut être octroyé **dans une zone contiguë** et en dérogation au plan de secteur, pour les modules qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier, conforme au plan de secteur (article D.IV. 8 du CoDT).

En pareils cas, il importerait de justifier que le projet relève bien de l'une de ces catégories et, ensuite, pour les trois hypothèses reprises ci-dessus, que les dérogations :

1° sont justifiées compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis où celui-ci est envisagé : il importe donc de démontrer que le projet ne peut pas se concrétiser dans le respect du plan de secteur ce qui concrètement se traduit par un exposé des alternatives et une explication des raisons pour lesquelles celles-ci ne sont pas retenues. De même, la démonstration devra être apportée que la qualité agronomique du sol rend celui-ci impropre à un usage conforme à la zone.

2° ne compromettent pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur ou des normes du guide régional d'urbanisme dans le reste de son champ d'application : la dérogation ne pourrait en effet conduire à dénaturer le plan, celui-ci doit donc conserver après l'éventuelle dérogation, une portée significative dans le reste de son champ d'application. Ceci implique de prendre en compte l'ensemble des conséquences de l'implantation d'un projet de champ photovoltaïque sur la possibilité d'utiliser la zone conformément à sa destination. A cette fin, une évaluation précise de l'impact du projet sur le prix du foncier agricole devra identifier que le projet n'a pas pour effet d'augmenter celui-ci au péril de la mise en œuvre cohérente du plan de secteur ;

3° concernent un projet qui contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis : au sens de la Convention européenne du paysage ces termes doivent s'entendre comme suit :

«Protection des paysages» comprend les actions de conservation et de maintien des aspects significatifs ou caractéristiques d'un paysage, justifiées par sa valeur patrimoniale émanant de sa configuration naturelle et/ ou de l'intervention humaine ;

«Gestion des paysages» comprend les actions visant, dans une perspective de développement durable, à entretenir le paysage afin de guider et d'harmoniser les transformations induites par les évolutions sociales, économiques et environnementales ;

«Aménagement des paysages» comprend les actions présentant un caractère prospectif particulièrement affirmé visant la mise en valeur, la restauration ou la création de paysages.

Les critères de l'analyse paysagère évoqués ci-dessus devront être examinés en lien avec ces définitions.

Il est rappelé que les dérogations doivent toujours s'interpréter de manière restrictive.

D. Consultations

L'autorité procèdera aux consultations requises par l'article R.IV 35-1, du CoDT.

En zone agricole, l'avis du SPW ARNE - Département du Développement, de la Ruralité, des cours d'eau et du bien-être animal sera sollicité **pour éclairer le raisonnement de l'autorité quant à la non-mise en péril de la zone agricole et au maintien de la superficie agricole utile.**

E. Autres réglementations

L'article 2 des dispositions finales du décret du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, et du Patrimoine, et formant le Code du Développement Territorial dispose, comme le faisait le CWATUP, que « *Sont abrogées les indications ou les normes d'un guide régional ou communal d'urbanisme, d'un schéma pluricommunal ou communal et les dispositions du plan et des prescriptions d'un permis d'urbanisation qui impliquent une dérogation ou un écart ou qui interdisent la pose, sur les bâtiments ou dans les cours et jardins, de modules de production d'électricité ou de chaleur dont la source d'énergie est exclusivement d'origine solaire. Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux bâtiments repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 du Code wallon du patrimoine ainsi qu'aux bâtiments visés à l'article 185, alinéa 2, a. et b., qui sont classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde en vertu du même Code* ».

L'article vise les panneaux photovoltaïques posés « *sur les bâtiments ou dans les cours et jardins* » : cela ne concerne normalement donc pas les champs photovoltaïques dont la production est destinée à la collectivité.

F. Charges

L'article D.IV.54, alinéa 2 du CoDT relatif aux charges d'urbanisme dispose que « *Les charges d'urbanisme consistent en des actes ou travaux imposés au demandeur, à l'exclusion de toute contribution en numéraire, en vue de compenser l'impact que le projet fait peser sur la collectivité au niveau communal. Les impacts positifs du projet sur la collectivité, à savoir sa contribution à rencontrer un besoin d'intérêt général, sont pris en compte pour, le cas échéant, contrebalancer les impacts négatifs.* ».

Pour déterminer ce qu'est un besoin d'intérêt général, il faut se replacer au niveau des buts du CoDT, et notamment ceux définis à l'article D.I.1 du Code, qui visent explicitement la rencontre des besoins énergétiques dans un objectif de développement durable et attractif du territoire.

Pour autant que le projet, éventuellement assorti de conditions, soit acceptable, l'impact positif d'un projet de production d'énergie renouvelable sur la collectivité s'impose avec une évidence telle qu'une charge d'urbanisme assortissant le permis qui l'autorise sera difficilement justifiable. Il n'y a donc pas lieu d'imposer une ou des compensations de quelque type que ce soit, en ce compris par exemple des mesures favorables à l'environnement comme celles visées à l'article R.IV.54, §2, du CoDT.

G. Durée et remise en état des lieux

Par nature, la durée de vie des panneaux photovoltaïques est limitée dans le temps (+/- 30 ans). Dans la pratique, c'est la perte de la garantie sur les panneaux, et leur perte de rentabilité, qui vont inciter un porteur de projet à les enlever. Pour les projets d'une superficie importante, et qui ont un impact sur l'occupation du sol, il est important de gérer cette partie du projet.

L'article D.IV.80 du CoDT permet de limiter la durée des permis pour des actes et travaux exécutés dans l'attente de l'extraction en zone de dépendance d'extraction ou en zone d'extraction, ou lorsque le permis est relatif à des actes et travaux implantés dans une zone qui n'est pas destinée à l'urbanisation. Au terme du délai autorisé, le bénéficiaire du permis remet les lieux en l'état où ils se trouvaient avant la mise en œuvre du permis. Cette remise en état des lieux est obligatoire automatiquement : il est donc nécessaire de fixer une durée de permis suffisamment longue. L'autorité compétente peut exiger la fourniture des garanties nécessaires à l'exécution des obligations de remise en l'état des lieux.

Il arrivera également qu'à terme, que le permis soit limité dans le temps ou non, les panneaux soient remplacés : dans ce cas, une nouvelle demande de permis doit être introduite.

Bibliographie :

- Contribution de la Wallonie au Plan national Energie Climat 2030 (approuvé le 28 novembre 2019)
- Installations photovoltaïques au sol Guide de l'étude d'impact MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT et MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
- Un parc solaire au sol dans mon territoire. Réussir l'intégration environnementale, sociale et économique des projets. COMITE DE LIAISON ÉNERGIES RENOUVELABLES (CLER)

Crédit photographique :

© SPW TLPE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2022/30966]

12. JANUAR 2022 — Rundschreiben bezüglich der Städtebaugenehmigungen für Photovoltaikanlagen**Raumordnungs- und Umweltziele**

Dieses Rundschreiben ist eine Entscheidungshilfe für die verschiedenen Behörden, die für die Erteilung von Städtebaugenehmigungen für Projekte im Bereich der Photovoltaik zuständig sind.

Das von der Wallonischen Regierung am 16. Mai 2019 verabschiedete Raumentwicklungsschema (SDT) legt das Ziel fest, den Verbrauch von nicht verbauten Flächen bis 2030 auf 6 km²/Jahr zu reduzieren, was der Hälfte der derzeit verbrauchten Fläche entspricht, und bis 2050 auf 0 km²/Jahr hinzuarbeiten. Mit der Verabschiedung der regionalpolitischen Erklärung (RPE) 2019-2024 verpflichtete sich die Regierung ihrerseits, den Verbrauch an verbauten Flächen zu reduzieren, indem sie bis 2025 eine Obergrenze für den Verbrauch festlegt.

Die Leitlinie lautet daher: Bevorzugung von Anlagen, die in die Landschaft integriert sind und sich nicht auf die Bodennutzung auswirken.

Darüber hinaus stellt die Landwirtschaft eine der starken Säulen der wallonischen Gesellschaft dar. Es sei daran erinnert, dass die Erhaltung der landwirtschaftlichen Flächen und ihre Nutzung zu Ernährungszwecken von grundlegender Bedeutung sind und in der regionalpolitischen Erklärung verankert sind. In diesem Zusammenhang ist es von entscheidender Bedeutung, dass dieser Sektor unter Berücksichtigung der Probleme, mit denen er konfrontiert ist, dauerhaft erhalten werden kann. Die als Produktionsfaktor eingesetzte Ressource "Boden" ist jedoch begrenzt und Gegenstand wachsender Beanspruchung für oftmals miteinander konkurrierende Nutzungen. Jeglicher Entzug von landwirtschaftlichen Flächen aus ihrer Funktion führt dazu, dass die geringe Verfügbarkeit noch verstärkt wird und Druck auf benachbarte Flächen entsteht. Da landwirtschaftliche Grundstücke einem vielfältigen Druck ausgesetzt sind, stellt sich das Problem des Zugangs zu Grundstücken besonders akut.

Die Entwicklung des Photovoltaiksektors kann daher nur dann in Betracht gezogen werden, wenn die Projekte diesen Druck nicht noch verstärken.

Die Prüfung von Genehmigungsanträgen erfolgt daher unter Berücksichtigung dieser beiden Gesichtspunkte und unter Berücksichtigung der folgenden Hinweise und Empfehlungen.

Namur, den 12. Januar 2022.

Der Vizepräsident der Wallonie und Minister für Raumordnung,
W. BORSUS

A. Bevorzugung von Anlagen, die in die Landschaft integriert sind und sich nicht auf die Bodennutzung auswirken

In Anwendung des in Florenz angenommenen Europäischen Landschaftsübereinkommens, das von Belgien unterzeichnet wurde, hat sich das Land verpflichtet, Maßnahmen zum Schutz, zur Pflege und/oder zur Gestaltung von Landschaften zu ergreifen.


Die Entwicklung von kleinen und großen Photovoltaikanlagen auf Dächern, Aufbauten oder zur Abdeckung mineralisierter Flächen (Straßen, Parkplätze, Lagerflächen usw.) muss fortgesetzt und intensiviert werden, da ihre Auswirkungen oftmals gering sind. Große private Gebäude wie Einkaufszentren oder landwirtschaftliche oder industrielle Hallen, Werkstätten usw. sowie öffentliche Gebäude wie Schulen, Krankenhäuser, Sportzentren und andere sind bevorzugte Orte für die Installation von Photovoltaikanlagen.

Projekte sollten daher bevorzugt nach diesem Modell gestaltet werden.



Photovoltaik-Dachanlage: Flachdächer von Industriegebäuden nehmen die Module auf, ohne sich auf das Landschaftsbild auszuwirken 



Photovoltaik an der Fassade 



Nachführsysteme, die sich nur schwer in die Landschaft einfügen, sollten vermieden werden 

B. Besondere Aufmerksamkeit bei Projekten, die sich auf die Bodennutzung auswirken



Die Wahl des Grundstücks ist eine kritische Entscheidung für ein geplantes Photovoltaikfeld. Die Aufmerksamkeit der Projektträger muss auf die verschiedenen Herausforderungen gelenkt werden, die gegeneinander abgewogen werden. Um ein Projekt erfolgreich abzuschließen, muss es mehrere Kriterien erfüllen:

1. Platzsparend sein und die Konkurrenz bei der Flächennutzung untersagen,
2. Durchführbar und rentabel sein,
3. Die Auswirkungen auf die Tier- und Pflanzenwelt minimieren,
4. Die Auswirkungen auf die Landschaft minimieren,
5. Die Anrainerbevölkerung einbeziehen.

Es ist daher ratsam, bei Beginn eines neuen Projekts mit den regionalen und lokalen Behörden Kontakt aufzunehmen.

1 - Platz sparen und die Konkurrenz bei der Flächennutzung untersagen.

Das von der Wallonischen Regierung am 16. Mai 2019 verabschiedete Raumentwicklungsschema (SDT) (nicht in Kraft getreten) legt folgendes Ziel fest:

- den Verbrauch von nicht verbauten Flächen bis 2030 auf 6 km²/Jahr zu reduzieren, was der Hälfte der derzeit verbrauchten Fläche entspricht, und bis 2050 auf 0 km²/Jahr hinzuarbeiten

In der regionalpolitischen Erklärung (RPE) 2019-2024 wird gefordert,

- den Verbrauch an verbauten Flächen durch eine Begrenzung bis 2025 zu reduzieren.

Die Einsparung von Fläche ist ein vorrangiges Ziel. In diesem Zusammenhang :


- Landwirtschaftliche Flächen, die in erster Linie der Ernährung dienen, dürfen nicht zu einem Ort werden, an dem Photovoltaikfelder errichtet werden;
- Das Gewerbegebiet darf nicht missbraucht werden, es ist der Niederlassung von Unternehmen vorbehalten;
- Industriebrachen müssen vorrangig wieder der Wirtschaftstätigkeit zugeführt oder ggf. mit anderen Funktionen ausgestattet werden, bevor sie z. B. aufgrund der Bodenbeschaffenheit und des Ausmaßes der Verschmutzung für Photovoltaikanlagen genutzt werden können.

<p><i>Flächensparende Maßnahmen im Kampf gegen die Verbauung</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Vorrangig nach vernachlässigten und/oder ungenutzten Standorten suchen (Industriebrachen, die nicht umgewandelt werden können, ehemalige Steinbrüche mit geringer ökologischer Bedeutung, Deponien, Randstreifen von Autobahnen oder Eisenbahnlinien, Industriegebiete usw.). ❖ Standorte nutzen, deren geringes Potenzial im Hinblick auf den agronomischen Wert des Bodens, der Fauna und Flora nachgewiesen ist. ❖ Die Entwicklung von sich ergänzenden Aktivitäten (Bündelung mit anderen erneuerbaren Energien, z. B. Windkraft) oder die Bündelung mit bestehenden Infrastrukturen fördern.
--	--


In landwirtschaftlichen Gebieten die nachhaltige Nutzung des Bodens für Landwirtschaft sicherstellen

- ❖ Keine landwirtschaftlichen Parzellen nutzen, die derzeit bewirtschaftet werden
- ❖ Nicht zur Verteuerung von Grundstücken beitragen
- ❖ In Ausnahmefällen ein Photovoltaikprojekt an ein landwirtschaftliches Projekt koppeln




Photovoltaik in Industriegebieten 




Photovoltaik auf dem Gelände eines ehemaligen Rangierbahnhofs 



Photovoltaik auf einem ehemaligen Standort zur Vergrabung von Abfällen 

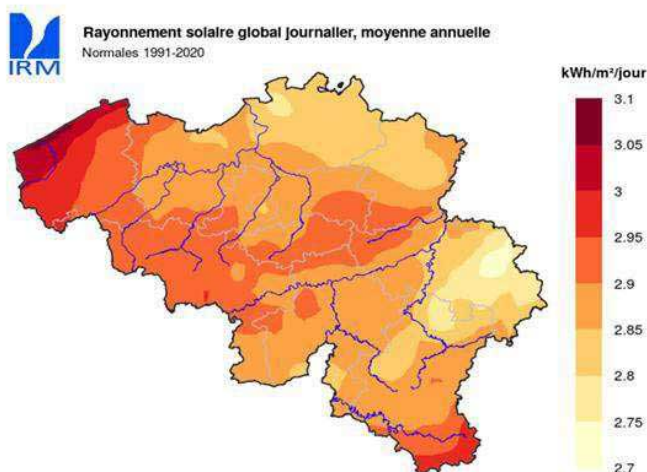


Photovoltaik entlang eines Verkehrswegs 

2 - Optimierung der Durchführbarkeit und Rentabilität des Projekts

Es ist Aufgabe des Projektträgers, die Durchführbarkeit des Projekts im Hinblick auf das Stromerzeugungspotenzial des Standortes und die spezifischen Kosten, die mit dem Standort verbunden sind, zu bewerten (Grundstückskosten, Kosten für den Netzanschluss, Kosten für neue Infrastruktur usw.). Er muss auch prüfen, ob es nicht ein Naturrisiko gibt, das die Standortwahl in Frage stellen könnte.

Die Sonneneinstrahlung ist je nach Standort in der Wallonie unterschiedlich. Natürlich wirkt sich auch die Ausrichtung und Neigung der Module auf die Stromerzeugung aus, insbesondere wenn sie nicht beweglich sind (Nachführsysteme).



<i>Wählen Sie ein gut zugängliches, sonniges Grundstück ohne Unebenheiten.</i>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Eine optimale Produktion begünstigen ❖ Veränderungen des Bodenreliefs auf ein Mindestmaß beschränken ❖ Die Schaffung einer neuen Zufahrtsstraße vermeiden
<i>Natürliche Risiken beherrschen</i>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Gebiete mit großen Naturrisiken oder geotechnischen Einschränkungen, wie z.B. Karst, meiden, da hier die Durchführbarkeit von Projekten möglicherweise in Frage gestellt wird.

3 - Auswirkungen auf die Tier- und Pflanzenwelt minimieren

Ein Photovoltaikfeld kann das Biotop verändern und die ökologische Kontinuität unterbrechen, die für bestimmte Tierarten sehr wichtig ist. Die Errichtung der Module und ihrer Fundamente kann nämlich die auf dem Grundstück vorhandenen Lebensräume zerstören, und die Anlagen sind in der Regel eingezäunt und können so einen ökologischen Korridor unterbrechen.

Es besteht auch die Gefahr, dass Niederschlagswasser über die PV-Module abfließt und sich am tiefsten Punkt der Module konzentriert, was zu einer ausgeprägten Erosion im Bereich der Wassereinflusszone am Boden führt.

Die Fundamente der Module können zu einer leichten Versiegelung des Bodens führen, die je nach gewähltem Verfahren variiert.

Auch die Schattenwirkung der fest installierten Module kann sich auf die am Standort vorkommenden Arten auswirken.

Der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln zur Pflege des Grundstücks kann negative Auswirkungen auf die Umwelt haben.

Zur Erinnerung: Die Störung oder Zerstörung geschützter Arten und ihres Lebensraums bei bestimmten streng geschützten Arten ist nach dem Naturschutzgesetz verboten oder bedarf einer Ausnahmegenehmigung.

<i>Erhalt der biologischen Vielfalt</i>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Ablehnung der Ansiedlung in geschützten Gebieten (Naturreservat, Waldreservat, Feuchtgebiet von biologischem Interesse, unterirdischer Hohlraum von wissenschaftlichem Interesse, Natura-2000-Gebiet). Ablehnung der Ansiedlung in Gebieten, die in einem Inventar aufgeführt sind (Gebiete von großem biologischem Interesse SGIB). ❖ Vermeidung von Wasserflächen (außer Industriebecken), ökologischen Verbindungszonen usw.
---	--


4 - Auswirkungen auf die Landschaft minimieren

Eine Streuung von kleinen Bodenanlagen sollte vermieden werden, um eine Zersiedlung der Landschaft zu vermeiden: Anlagen, die sich nicht auf die Flächennutzung auswirken, werden für den Eigenverbrauch, auch wenn er nur teilweise erfolgt, immer bevorzugt. Große Stromverbraucher wie die Bahn, Pumpstationen, bestimmte Industriezweige, in Betrieb befindliche Steinbrüche usw. können mittelgroße Felder zur Versorgung ihres Betriebs realisieren. Photovoltaikfelder ohne Eigenverbrauch werden vorzugsweise eine große Fläche aufweisen.

Wenn es technisch möglich ist, sollte eine Häufung von Technikkabinen vermieden werden.

In allen Fällen werden die Auswirkungen auf die Landschaft vorrangig berücksichtigt.



Deutlich sichtbare Ansiedlungen auf aufgeschütteten Erdhügeln sollten vermieden werden. 

<i>Schutz der Landschaft und Verbesserung der täglichen Lebensbedingungen</i>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Die Beeinträchtigung geschützter Landschaften vermeiden (Umkreis von landschaftlichem Interesse, bemerkenswerte Aussichtspunkte, Umkreis von kulturellem, historischem und ästhetischem Interesse, unter Denkmalschutz stehende Stätten usw.). ❖ Die Auswirkungen von Projekten auf zu erhaltende oder zu gestaltende
---	---

	<p>Landschaften speziell prüfen und begründen.</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Die Integration der Anlagen vorausschauend planen und eine ästhetische und architektonische Qualität der Anlagen anstreben. ❖ Darauf achten, dass eine Zersiedelung der Landschaft durch verstreute Anlagen vermieden wird
--	--

Ausgehend von den Erfahrungen in Frankreich werden die folgenden Konzepte der Landschaftsintegration¹ vorgeschlagen.

Allgemeine Grundsätze der Landschaftsanalyse

Photovoltaikanlagen werden in der Landschaft durch verschiedene Merkmale wahrgenommen, die bei der Gestaltung einer neuen Landschaft zu berücksichtigen sind: die Grundfläche der Anlage; die Geometrie, Größe, Höhe, Dichte, Farbe und Farbbrillanz der Module; die Anordnung der Module in Bezug auf die Topografie des Standorts (Ebenen, hügelige Hänge) und die Bodennutzung (landwirtschaftliche Flächen, Waldgebiete, natürliche Vegetation); die Nebengebäude der Anlage (Zufahrtswege, Zaun, Wechselrichtergebäude, usw.).


Die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit (oder die Umweltverträglichkeitsstudie) muss sich darauf konzentrieren, den Ansatz des Landschaftsprojekts zu erläutern, den der Projektträger verfolgt hat. Es ist wichtig, zu ermitteln, wie bei der Gestaltung des Projekts die bestehende Landschaft berücksichtigt wird, und in einem zweiten Schritt, welche visuellen Auswirkungen sich daraus ergeben. Die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit (oder die Umweltverträglichkeitsstudie) muss bei der Analyse des Ausgangszustands zunächst den landschaftlichen Kontext betrachten, in den das Projekt eingebettet ist, und dann aufzeigen, wie das Projekt im Hinblick auf diesen Ausgangszustand gestaltet wurde.

Das Landschaftsprojekt: Das Projekt auf der Grundlage des Ausgangszustands gestalten

In einem bereits verstädterten oder von industriellen Aktivitäten geprägten Umfeld


In einem Gewerbegebiet oder einem Industriegebiet ist die Integration von Photovoltaikanlagen eher ein architektonisches Projekt, ohne dass es zu nennenswerten Auswirkungen kommt.



Das Gewerbegebiet enthält zahlreiche Objekte unterschiedlichen Maßstabs. Die geometrischen Formen der Photovoltaikanlagen bieten eine geordnete Einheit, wo das Auge einer ständigen visuellen Überforderung ausgesetzt ist. 

¹ Installations photovoltaïques au sol, Guide de l'étude d'impact MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT et MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE



Die Photovoltaikanlagen werden in direktem Anschluss an eine Stromverteilerstation errichtet. Sie unterstützen die energetische Zweckbestimmung des Standorts. Die Positionierung der Module in einem Bereich mit geringer Höhenlage ermöglicht es, von den umliegenden Aussichtspunkten aus den Blick auf die bewaldeten Hügellandschaften zu erhalten. 

In einem Gebiet, das laut Sektorenplan nicht zur Verstädterung bestimmt ist.

An einem Standort, der nicht zur Verstädterung vorgesehen ist, ist die Errichtung einer Photovoltaikanlage eine starke Geste und muss als solche in der Landschaft akzeptiert werden, indem sie ihr eine Lesart verleiht, die einen echten Mehrwert darstellt. Es sei daran erinnert, dass das landwirtschaftliche Gebiet für die Erhaltung und Gestaltung der Landschaft bestimmt ist. Aus diesem Grund ist sie grundsätzlich nicht für die Errichtung von Photovoltaikfeldern vorgesehen.

Bei der Gestaltung des Projekts kann man sich von der Fähigkeit der modularen Elemente von Photovoltaikanlagen inspirieren lassen, einen starken grafischen Effekt in der Landschaft zu erzeugen, der eine Reihe von Objekten in Szene setzt, deren Rhythmus einen neuen Maßstab für die Wahrnehmung in einer offenen Landschaft setzt.

An der Gestaltung der Anlage arbeiten

Die Maßstabsbeziehungen zwischen Photovoltaikanlagen (Fläche, Verteilung der Module) und der Landschaft (Einheiten, Grenzen, Zerschneidung) sind ein Element, um die Größe der Anlagen festzulegen.

In Bezug auf die Topografie ist das einfache geometrische Anordnen der Module in Südrichtung, indem das gesamte vorgesehene Grundstück in Anspruch genommen wird, eine zu summarische Antwort. Die Module können so aufgestellt werden, dass sie einen deutlich wahrnehmbaren Rhythmus in der Landschaft ergeben und die Lesbarkeit der Topografie im Sinne der lokalen Situationen und Atmosphären unterstützen.




Die Anlagen passen sich den Formen der Parzellen an

Die Größe der Anlagen und die Art der Materialien beeinflussen die Gestaltung des Landschaftsprojekts.

Die Größe der Module und ihre Neigung können nämlich ihre Wahrnehmung von einem entfernten oder einem nahen Punkt aus verändern. Die Gesamthöhe der Module kann bis zu mehreren Metern über dem Boden betragen.



Die Module am Rande der Autobahn sind von geringer Höhe und halten den Blick auf die Landschaft frei. 

Auch die Materialien der Module (Module und Tragstrukturen) können sich auf die Gesamtwahrnehmung der Anlagen aus der Ferne und vor allem aus der Nähe auswirken. Jedes Detail zählt: die Qualität der Verbindungen der Module, die Art der für die Unterkonstruktion verwendeten Materialien (Holz, Metall, Beton), die Pflege, die für die Freiräume zwischen den Modulreihen erforderlich ist.



In dem auf dem ersten Foto abgebildeten Photovoltaikpark sorgen die sorgfältige Montage der Module, die Transparenz der Unterkonstruktion, die Verwendung leichter Pfeilerfundamente und die Abwechslung zwischen

den Modulen und den gepflegten Rasenstreifen dafür, dass die Anlagen leicht wirken. Zum Vergleich sei eine Reihe fortlaufend installierter Module angeführt



Die Transparenz der Unterkonstruktion, die sorgfältige Montage, die Rasenflächen und die minimalistische Umzäunung tragen zur ländlichen Atmosphäre des Standorts bei



Berücksichtigen Sie die Wahrnehmung je nach Blickwinkel

Bei den landschaftlichen Lösungen darf nicht übersehen werden, dass die Wahrnehmung der Anlagen je nach Blickwinkel sehr unterschiedlich ist. So sind die Rückseite und die Seitenansichten der Module sorgfältig zu berücksichtigen.

Von der aktiven Oberfläche der Solarmodule aus betrachtet, verschmelzen die Module und Modulreihen mit zunehmender Entfernung des Betrachters und sind nicht mehr auszumachen. Die Anlagen nehmen dann die Form einer in Art und Farbe mehr oder weniger homogenen Fläche an.

Von der passiven Oberfläche her gesehen sind die Unterkonstruktionen der Module die Elemente, die den Blick auf die vorderen Ebenen lenken.

Je nachdem, wie offen die Landschaft ist, sind auch die Seitenansichten zu berücksichtigen.



Ansichten derselben Anlage von beiden Seiten (aktive und passive Fläche). Von der aktiven Fläche aus gesehen verschmelzen die Modulreihen allmählich miteinander. Diese Wahrnehmung wird durch die geringe Höhe der Module und ihren geringen Abstand zueinander verstärkt. Wenn die Anlage von der Seite der passiven Fläche aus betrachtet wird, wird die Wahrnehmung des Vordergrunds durch die Art der Unterkonstruktion der Module beeinflusst. Die Entfernung spielt ebenfalls eine Rolle, indem sie die Modulreihen verschmelzen lässt, aber die wahrgenommene Farbpalette kann je nach den als Träger verwendeten Materialien variieren.

Das Landschaftsprojekt: Einige Fehler, die es zu vermeiden gilt

Bei der **Tarnung** oder Verdeckung wird die Morphologie des Geländes genutzt, um den visuellen Effekt zu minimieren, oder die Anlagen werden durch Anpflanzungen wie Hecken abgeschirmt. Die Anlagen werden dann nicht mehr als eigenständiges Landschaftselement betrachtet, sondern als ein Objekt, das man in einer Landschaft verbergen kann. Hecken und Baumpflanzungen können jedoch die landschaftliche Integration von Anlagen begleiten.

Die **Nachahmung** bezieht sich auf die architektonische Gestaltung (z. B. von Transformatorstationen), wobei man sich an typischen architektonischen oder landschaftlichen Elementen orientiert, mit dem Ziel, sie mit ihrer Umgebung zu verschmelzen.

Die **ästhetische Gestaltung** strebt eine künstlerische Anordnung der Anlage an. Man sollte davon absehen, das Photovoltaikfeld als ein Werk an sich zu verstehen, und jede künstlerische Situierung vermeiden (chinesische Photovoltaikfelder, die ein Pferd oder einen Panda darstellen, eignen sich nicht als Beispiel).

Das **Alibi der Umweltverträglichkeit** des Projekts läuft darauf hinaus, dass die Berücksichtigung der Biodiversität und der Ökosysteme, die durch die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung gewährleistet wird, ausreicht, um die Integration in die Landschaft zu bescheinigen. Die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung sollte kein Ungleichgewicht zwischen naturalistischen und landschaftlichen Studien aufweisen, sondern im Gegenteil eine Analyse vorschlagen, die alle Anforderungen berücksichtigt.

5 - Die Anwohner einbeziehen

Die Beteiligung sollte von Beginn des Projekts an durchgeführt werden. Um die soziale Akzeptanz und die Erfolgsaussichten nicht zu gefährden, sollten Anwohner und lokale Vertreter durch den Projektträger so früh wie möglich informiert werden. Die Akzeptanz wird bei einem Projekt, bei dem die Bevölkerung einbezogen wurde, größer sein.

Es empfiehlt sich daher, vorab eine Informationsveranstaltung zu organisieren. Nach der Realisierung des Projekts ermöglicht ein Besuch vor Ort ebenfalls die Vorführung und Erklärung und gleichzeitig die Bevölkerung für die Energieproblematik sensibilisieren.

Sowohl die positiven als auch die negativen Auswirkungen des Projekts sollten dargelegt werden. Die wichtigsten positiven Auswirkungen sind folgende: Die Errichtung eines Photovoltaikfeldes ermöglicht den notwendigen Energiewandel hin zu einer kohlenstoffarmen Gesellschaft und stellt eine Antwort auf die Herausforderung des Klimawandels dar.

Negative Auswirkungen können sich aus der Bauphase oder der Abrissphase ergeben. Die entstehenden Belästigungen können unterschiedlicher Art sein: Lärm- und visuelle Belästigungen, lokal erhöhter Lkw-Verkehr, Abfall und lokale Verschmutzung. Sie müssen vom Projektträger unter Kontrolle gehalten werden.

Die Betriebsbelastungen sind dagegen gering. Nach der Installation verursacht das Photovoltaikfeld keine nennenswerten Lärmbelästigungen, insbesondere wenn die Module nicht beweglich sind. Wechselrichter und Transformatoren, die als elektrische Elemente in einem Raum installiert sind, erzeugen Lärm, der sich vor allem durch die Lüftungsgitter ausbreitet. Diese Belästigungen können nur tagsüber auftreten, da das Photovoltaiksystem nachts nicht in Betrieb ist.

Was elektromagnetische Wellen betrifft, so können Solarmodule und Kabel schwache (elektrische und magnetische) Gleichfelder erzeugen. Die Wechselrichter und der Transformator, die sich in geschützten Metallschränken befinden, können etwas stärkere elektromagnetische Felder erzeugen, die jedoch über eine Entfernung von einigen Metern hinaus als vernachlässigbar gelten können.

Verwaltung der Akten

A. Städtebaugenehmigung oder Globalgenehmigung, zuständige Behörde

1- Die photovoltaische Stromerzeugung ist derzeit nicht als solche im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, enthalten; Nur Anlagen, die die Montage von mindestens einem statischen Transformator vorsehen, der mit einer elektrischen Anlage mit einer Nennleistung von mindestens 1.500 kVA verbunden ist, unterliegen einer Globalgenehmigung (Klasse 2, Rubrik 40.10.01.01.02).

Das Fehlen eines solchen Transformators ist eine Information, die **im Antrag auf eine Städtebaugenehmigung enthalten sein muss**. Ist sie dort nicht enthalten, ist der Antrag unvollständig.

2- Artikel D.IV.22 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, nachstehend GRE, behält die Zuständigkeit des beauftragten Beamten für Handlungen und Arbeiten im Zusammenhang mit der Erzeugung von Energie vor, die ausschließlich für die Kollektivität bestimmt ist, d. h. von Energie, die ohne privaten Verbrauch in das Stromnetz eingespeist wird, und die die Installation, den Anschluss, die Änderung, den Bau oder die Erweiterung eines Feldes mit photovoltaischen Sonnenkollektoren betreffen.

Wenn ein Eigenverbrauch vorliegt, auch wenn er nur teilweise erfolgt, ist das Gemeindegremium zuständig (außer bei anderen Zuständigkeitskriterien, die in einem der Punkte 1° bis 6 und 8° bis 11° des Artikels D.IV.22 des GRE genannt werden).

3- In Anwendung von Artikel R.IV.1-2, 5° des GRE ist der Genehmigungsantrag für ein Photovoltaikfeld, einschließlich der technischen Kabine(n), **nicht von der Einbeziehung eines Architekten abhängig**.

4- Das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung legt fest, dass für ein Grundstück, das in der **Datenbank über den Bodenzustand** als verschmutzt oder potenziell verschmutzt (erscheint pfirsichfarben) erfasst ist, vom Antragsteller der Genehmigung keine Orientierungsstudie durchgeführt werden muss, sofern die Installation von Photovoltaikanlagen den Hauptgegenstand des Antrags darstellt. Diese Informationen müssen in das Formular aufgenommen werden, das mit dem Rahmen für das Dekret über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung verbunden ist, das in den Anhängen 4 bis 9 des verordnungsrechtlichen Teils des GRE erwähnt wird und dem Genehmigungsantrag beigelegt werden muss.

5- Zur Erinnerung: Artikel R.IV.1-1, Rubrik A, 2 des GRE führt eine **Befreiung von der Städtebaugenehmigung** für das Anbringen von photovoltaischen Dachbedeckungsmaterialien oder den Ersatz von photovoltaischen oder nicht photovoltaischen Dachbedeckungsmaterialien durch photovoltaische Dachbedeckungsmaterialien ein, sofern, wenn das Objekt den Artikeln R.II.36-6 bis R.II.36-9, R.II.37-3, R.II.37-4 und R.II.37-7 bis R.II.37-9, R.II.37-11, R.II.37-12 unterliegt, die Farben den betreffenden Angaben und Vorschriften entsprechen.

In Abschnitt L1 desselben Artikels wird auch die Installation eines oder mehrerer Module zur Erzeugung von Strom oder Wärme, deren Energiequelle Solarenergie ist, von der Städtebaugenehmigung befreit, wenn sie direkt auf demselben unbeweglichen Gut gelegene Bauten, Anlagen oder Gebäude versorgen, und einer oder mehrere der nachstehenden Fälle zutrifft bzw. zutreffen:

- a) wenn das oder die Module auf einem Satteldach befestigt sind, ist die Projektion des Überhangs in der Vertikalen kleiner als oder gleich 0,30 m und ist der Unterschied zwischen der Neigung des Moduls und der Neigung des Dachs kleiner als oder gleich 15 Grad;
- b) wenn das oder die Module auf einem Flachdach befestigt sind, ist der vertikale Überhang höchstens 1,50 m und die Neigung des Moduls höchstens 35 Grad;
- c) wenn das oder die Module auf einem aufgehenden Mauerwerk befestigt sind, beträgt die Projektion des Überhangs in der Horizontalen zwischen 1,20 m und 1,50 m und weist das Modul eine Neigung zwischen 25 und 45 Grad auf.

Diese Befreiungen **gelten jedoch nicht** für Handlungen und Arbeiten, die sich auf Immobiliengüter beziehen, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmalschutz stehen oder vorläufig den Auswirkungen der Unterschutzstellung unterliegen, und es gibt darüber hinaus auch Einschränkungen für andere Schutzmaßnahmen im Bereich des Kulturerbes.

B. Vollständigkeit der Akte, Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit und Umweltverträglichkeitsstudie

Wenn eine Behörde eine Genehmigung erteilt oder verweigert, Auflagen oder Bedingungen auferlegt, Abweichungen oder Ausnahmen gewährt, beruht ihre Entscheidung auf einer Analyse des Projekts und der örtlichen städtebaulichen Umstände, d. h. des Grundstückszusammenhangs, in den sich das Projekt einfügt.

Damit die Behörde den Antrag richtig analysieren kann, muss sie über Informationen verfügen, und diese Informationen müssen in der Akte vorhanden sein: Die Behörde stützt sich auf die Unterlagen, die den Zweck des Genehmigungsantrags selbst erläutern, auf die Unterlagen, die den konkreten Kontext beschreiben, in den der Antrag sich einfügt, und auf das begründete Vorgehen des Projektträgers.

Jedes Projekt muss mit den Raumordnungs- und Städtebauregeln konfrontiert werden, die in den Plänen, Schemata und Leitfäden enthalten sind und für das Grundstück gelten. Jedes Projekt muss auch mit dem Kriterium der Integration in die bebaute oder unbebaute Umgebung sowie mit dem Kriterium der Durchführbarkeit konfrontiert werden.

Die Pläne beschreiben das Projekt und die bestehende Situation. Pläne: Es kann nur immer wieder darauf hingewiesen werden, wie wichtig ihre Vollständigkeit, Genauigkeit und Präzision ist.

Für ein Photovoltaikfeld ist neben den Plänen und den im vorherigen Abschnitt (A. Städtebaugenehmigung oder Globalgenehmigung, zuständige Behörde) und im Antragsformular geforderten Angaben auch die **Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit** ein wesentliches Dokument, das mit größter Sorgfalt ausgefüllt werden muss, insbesondere was die **Landschaftsanalyse** und die **Auswirkungen auf Flora, Fauna und die Umwelt** im Allgemeinen betrifft.

Sie muss daher eine **ausführliche Landschaftsstudie** enthalten, die Auskunft darüber gibt, wie das Projekt unter Berücksichtigung der in diesem Rundschreiben festgelegten Grundsätze gestaltet wurde, welche Aussichtspunkte in der Nähe und in der Ferne liegen, und eine oder mehrere Fotomontagen zur Bewertung der landschaftlichen Auswirkungen des Projekts, 3D-Simulationen usw. enthält.

Sie muss auch eine detaillierte Bewertung des Potenzials der vom Projekt betroffenen Böden enthalten, z. B. auf der Grundlage der Bodenkarte², wobei mögliche Projekte auf marginale Böden ausgerichtet werden, sowie eine Analyse der Vor- und Nachteile des gewählten Standorts, eine Geländeaufnahme, bei der festgestellt wird, ob geschützte Arten vorkommen (oder nicht), die Maßnahmen, die ergriffen wurden, um die Auswirkungen des Projekts auf Arten und natürliche Lebensräume zu mindern, falls erforderlich usw.

Ein Projekt, das insbesondere aufgrund seiner Art, seiner Größe oder seines Standorts **erhebliche Auswirkungen** auf die Umwelt haben könnte, muss von der Behörde, die die Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsunterlagen zu beurteilen hat, einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden. Bei einem Photovoltaikfeld ist die Empfindlichkeit des Standortes der wichtigste Faktor bei der Beurteilung, ob eine **Umweltverträglichkeitsprüfung** vorgeschrieben werden muss oder nicht.

C. Vereinbarkeit von Photovoltaikprojekten mit dem Sektorenplan

Die folgende Tabelle fasst die Vereinbarkeit eines Projekts für ein Photovoltaikfeld mit dem Sektorenplan zusammen. Eine Vereinbarkeit des Projekts mit dem Gebiet bedeutet nicht automatisch eine Genehmigungserteilung, da auch andere Kriterien für die Zulässigkeit des Projekts eine Rolle spielen. Im Falle einer Unvereinbarkeit mit dem Sektorenplan könnte, sofern die Umstände dies rechtfertigen und die Anwendungsbedingungen erfüllt sind, auf der Grundlage der Artikel D.IV.11 und D.IV.13 des GRE eine Abweichung vom Sektorenplan gewährt werden.

<i>Art des Gebiets</i>	<i>Vereinbarkeit</i>	<i>Bedingungen</i>
<i>Wohngebiet</i>	<i>ja</i>	<i>die Bestimmung des Gebiets nicht gefährden + Vereinbarkeit mit der Nachbarschaft</i>
<i>Wohngebiet mit ländlichem Charakter</i>	<i>ja</i>	<i>die Bestimmung des Gebiets nicht gefährden + Vereinbarkeit mit der Nachbarschaft</i>
<i>Grünes Wohngebiet</i>	<i>nein</i>	
<i>Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen</i>	<i>ja</i>	<i>Zweck, das allgemeine Interesse zu fördern</i>
<i>Freizeitgebiet</i>	<i>nein</i>	
<i>Gemischtes Gewerbegebiet</i>	<i>ja</i>	
<i>Industrielles Gewerbegebiet</i>	<i>ja</i>	
<i>Spezifisches Gewerbegebiet</i>	<i>nein</i>	
<i>Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter</i>	<i>Siehe lokales Orientierungsschema</i>	
<i>Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten</i>	<i>ja</i>	<i>für einen begrenzten Zeitraum in Gebieten oder Teilen von Gebieten, die noch nicht erschlossen sind</i>
<i>Gebiet von regionaler Bedeutung</i>	<i>Siehe Flächennutzungskarte</i>	
<i>Gebiet von kommunaler Bedeutung</i>	<i>Siehe Flächennutzungskarte</i>	
<i>Agrargebiet</i>	<i>nein</i>	
<i>Forstgebiet</i>	<i>nein</i>	
<i>Grüngebiet</i>	<i>nein</i>	

² Verfügbar auf Wal on Map

<i>Naturgebiet</i>	<i>nein</i>	
<i>Parkgebiet</i>	<i>nein</i>	
<i>Abbaugelände</i>	<i>ja</i>	<i>für einen begrenzten Zeitraum in Gebieten oder Teilen von Gebieten, die noch nicht erschlossen sind</i>
<i>Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung</i>	<i>Siehe lokales Orientierungsschema</i>	

Das Modul zur Erzeugung von Strom oder Wärme, das einen Bau, eine Anlage oder ein Gebäude, die sich auf demselben Immobiliengut befinden, direkt versorgt, wird in dem Agrargebiet nur zugelassen, insofern es der eigentlichen Zweckbestimmung des Gebiets nicht auf unumkehrbare Weise schadet, und unter folgenden Bedingungen:

1° es wird entweder direkt auf einem bestehenden Gebäude installiert;

2° oder es wird direkt am Boden oder über eine mit dem Boden verbundene Tragstruktur verankert, unter der Voraussetzung, dass es sich im Verhältnis zur Zufahrtstraße hinter dem Gebäude befindet.

In diesen Fällen wird der Genehmigungsantrag formell begründet im Hinblick auf die Auswirkungen dieser Aktivitäten auf die landwirtschaftliche Tätigkeit, die Landschaft, die Flora, die Fauna, den Boden, den Oberflächenabfluss, die Wassermenge und die Qualität der Wasserläufe.

Der Begriff "Immobiliengut" ist im Sinne eines einzelnen Eigentums zu verstehen, das mehrere Parzellen umfassen kann.

Die Bedingung, dass die Hauptbestimmung des Gebiets nicht gefährdet werden darf, setzt **eine spezifische formale Begründung** für eine mögliche Genehmigung voraus, die für den Bau oder die Installation solcher Module erteilt würde. Es muss nachgewiesen werden, dass die Hauptfunktion des Agrargebiets, wie in Artikel D.II.36 des GRE vorgesehen, durch die Realisierung des Projekts nicht unumkehrbar gefährdet würde (Artikel R.II.36-11 und R.II.36-12).

Abgesehen von diesen Annahmen ist das Anbringen von Modulen nicht mit dem Agrargebiet vereinbar.

Der GRE sieht jedoch die Möglichkeit vor, dass **für Bauten und Ausrüstungen mit gemeinnütziger Zweckbestimmung**, eine Genehmigung in Abweichung von den Vorschriften des Sektorenplans oder den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau erteilt werden kann. Dazu gehören auch Bauten und Ausrüstungen im Bereich der erneuerbaren Energien aufgrund ihrer gemeinnützigen Zweckbestimmung. Es handelt sich um die Anlagen, *"die mit der Erzeugung von Energie verbunden sind, die ausschließlich für die Gemeinschaft bestimmt ist, d.h. Energie, die ins Strom- oder Erdgasnetz ohne Privatverbrauch zurückgespeist wird oder die ein Fernwärmenetz versorgt, und die die Installation, den Anschluss, die Änderung, den Bau oder die Vergrößerung von Folgendem betreffen"* (Artikel D.IV.11 des GRE).

Unabhängig von dieser Annahme können zwei Fälle eintreten, die einen Anteil an Eigenverbrauch beinhalten.

1. Einerseits zwecks der Erzeugung von Strom oder Wärme kann eine Städtebaugenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 **bezüglich der Erzeugung von Energie, die teilweise für die Gemeinschaft bestimmt ist, d.h. Energie, die teilweise ins Strom- oder Erdgasnetz zurückgespeist wird oder die ein Fernwärmenetz versorgt**, als Ausnahme zum Sektorenplan gewährt werden (Artikel D.IV.6 Absatz 3 des GRE).
2. Andererseits zwecks der Erzeugung von Strom oder Hitze kann eine Städtebaugenehmigung oder eine damit verbundene Städtebaubescheinigung Nr. 2 **in einem angrenzenden Gebiet** und als Ausnahme zum Sektorenplan für die Module erteilt werden, die einen Bau, eine Anlage oder ein Gebäude, das sich auf demselben unbeweglichen Gut befindet und mit dem Sektorenplan im Einklang steht, direkt versorgen (Artikel D.IV.8 des GRE).

In solchen Fällen ist es wichtig, zu begründen, dass das Projekt in eine dieser Kategorien fällt, und dann für die drei oben genannten Fälle, dass die Ausnahmen:

1° unter Berücksichtigung der Besonderheiten des Projekts im Hinblick auf den konkreten Ort, an dem es geplant ist, gerechtfertigt sind: Es ist also wichtig zu beweisen, dass das Projekt nicht unter Einhaltung des Sektorenplans verwirklicht werden kann, was sich konkret in einer Darlegung der Alternativen und einer Erklärung der Gründe, warum diese nicht berücksichtigt werden, niederschlägt. Ebenso muss der Nachweis erbracht werden, dass die landwirtschaftliche Qualität des Bodens diesen für eine gebietskonforme Nutzung ungeeignet macht.

2° die kohärente Umsetzung des Sektorenplans oder der Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau im restlichen Anwendungsbereich nicht gefährden: Die Abweichung könnte in der Tat nicht dazu führen, den Plan zu verfälschen, dieser muss also nach der eventuellen Abweichung eine bedeutende Tragweite im restlichen Anwendungsbereich beibehalten. Dies bedeutet, dass alle Auswirkungen der Errichtung eines Photovoltaikprojekts auf die Möglichkeit der bestimmungsgemäßen Nutzung des Gebiets berücksichtigt werden müssen. Zu diesem Zweck muss eine genaue Bewertung der Auswirkungen des Projekts auf den Preis von

Agrarland ergeben, dass das Projekt nicht zu einer Erhöhung des Preises von landwirtschaftlichem Grund und Boden führt, was die kohärente Umsetzung des Sektorenplans gefährdet;

3° ein Projekt betreffen, das zum Schutz, zur Pflege oder zur Gestaltung bebauter oder unbebauter Landschaften beiträgt: Im Sinne des Europäischen Landschaftsübereinkommens sind diese Begriffe wie folgt zu verstehen:

"Landschaftsschutz" umfasst Maßnahmen zur Erhaltung und Pflege der bedeutenden oder charakteristischen Aspekte einer Landschaft, die durch ihren aus ihrer natürlichen Gestalt und/oder menschlichen Eingriffen resultierenden Wert als Erbgut gerechtfertigt sind;

"Landschaftspflege" umfasst Maßnahmen, die im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung auf die Pflege der Landschaft abzielen, um die durch soziale, wirtschaftliche und ökologische Entwicklungen bedingten Veränderungen zu steuern und zu harmonisieren;

"Landschaftsplanung" umfasst Maßnahmen mit einem besonders ausgeprägten zukunftsorientierten Charakter, die auf die Aufwertung, Wiederherstellung oder Schaffung von Landschaften abzielen.

Die oben erwähnten Kriterien der Landschaftsanalyse müssen im Zusammenhang mit diesen Definitionen geprüft werden.

Es sei daran erinnert, dass Ausnahmeregelungen immer restriktiv auszulegen sind.

D. Konsultierungen

Die Behörde wird die in Artikel R.IV 35-1 des GRE vorgeschriebenen Konsultierungen durchführen.

In einem landwirtschaftlichen Gebiet wird die Stellungnahme des ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz - eingeholt, **um die Argumentation der Behörde hinsichtlich der Nichtgefährdung des landwirtschaftlichen Gebiets und der Beibehaltung der landwirtschaftlichen Nutzfläche zu beleuchten.**

E. Andere Regelungen

Artikel 2 der Schlussbestimmungen des Dekrets vom 20. Juli 2016 zur Aufhebung des Dekrets vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129quater bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129quater bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung sieht, wie bereits das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe folgendes vor: *"Aufgehoben werden die Anweisungen oder die Normen eines regionalen oder kommunalen Leitfadens für den Städtebau, eines plurikommunalen oder kommunalen Schemas oder die Bestimmungen des Planes und die Vorschriften einer Verstädterungsgenehmigung, die eine Ausnahme oder eine Abweichung voraussetzen, oder die das Anlegen auf Gebäuden oder in den Höfen und Gärten, von Modulen zur Erzeugung von Strom oder Hitze, deren ausschließliche Energiequelle die Sonne ist, verbieten. Diese Bestimmung ist jedoch nicht anwendbar auf die Gebäude, die im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe angeführt sind, sowie auf die in Artikel 185, Absatz 2, a. und b. erwähnten Gebäude, die aufgrund desselben Gesetzbuches unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen sind"*.

Der Artikel bezieht sich auf Photovoltaikanlagen, die *"auf Gebäuden oder in den Höfen und Gärten"* angebracht werden: Dies betrifft also normalerweise keine Photovoltaikfelder, deren Ertrag für die Allgemeinheit bestimmt ist.

F. Auflagen

Artikel D.IV.54 Absatz 2 des GRE über städtebaulichen Auflagen besagt folgendes: *Die städtebaulichen Auflagen bestehen in Handlungen und Arbeiten, die dem Antragsteller auferlegt werden, mit Ausnahme jeglichen Beitrags in bar, um die Auswirkungen des Projekts auszugleichen, durch die die Allgemeinheit auf kommunaler Ebene belastet ist. Die positiven Auswirkungen des Projekts auf die Allgemeinheit, das heißt sein Beitrag zur Erfüllung eines Allgemeininteresses, werden berücksichtigt, um gegebenenfalls negative Auswirkungen aufzuwiegen."*

Um zu bestimmen, was ein Bedürfnis von allgemeinem Interesse ist, muss man sich auf die Ebene der Ziele des GRE zurückbegeben, insbesondere die in Artikel D.I.1. des Gesetzbuches definierten Ziele, die ausdrücklich darauf abzielen, den Energiebedarf mit dem Ziel einer nachhaltigen und attraktiven Raumentwicklung zu sichern.

Sofern das Projekt, möglicherweise mit Auflagen, akzeptabel ist, sind die positiven Auswirkungen eines Projekts zur Erzeugung erneuerbarer Energien auf die Gemeinschaft so offensichtlich, dass städtebaulichen Auflagen für die Genehmigung, die das Projekt erlaubt, kaum zu rechtfertigen sein werden. Es ist daher nicht

notwendig, eine oder mehrere Ausgleichsmaßnahmen jeglicher Art vorzuschreiben, einschließlich beispielsweise umweltfreundlicher Maßnahmen, wie sie in Artikel R.IV.54 §2 des GRE genannt werden.

G. Dauer und Zurückversetzung des Standorts in seinen ursprünglichen Zustand

Naturgemäß ist die Nutzungsdauer von Photovoltaikmodulen zeitlich begrenzt (+/- 30 Jahre). In der Praxis ist es der Verlust der Garantie auf die Module und der Verlust der Rentabilität, die einen Projektträger dazu veranlassen, die Module zu entfernen. Bei Projekten mit einer großen Fläche und Auswirkungen auf die Bodennutzung ist es wichtig, diesen Teil des Projekts zu regeln.

Artikel D.IV.80 des GRE ermöglicht es, die Dauer der Genehmigungen für Handlungen und Arbeiten zu begrenzen, die in Erwartung des Abbaus in einem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten oder in einem Abbaugelände ausgeführt werden, oder wenn sich die Genehmigung auf Handlungen und Arbeiten bezieht, die in einem Gebiet angesiedelt sind, das nicht für die Verstärkung bestimmt ist. Nach Ablauf der zugestandenen Frist ist der Inhaber der Genehmigung dazu verpflichtet, den Ort wieder in seinen ursprünglichen Zustand zurückzusetzen, wie vor der Umsetzung der Genehmigung. Diese Wiederinstandsetzung ist automatisch verpflichtend: Es ist daher notwendig, eine ausreichend lange Genehmigungsdauer festzulegen. Die zuständige Behörde kann verlangen, dass die notwendigen Garantien zur Erfüllung der Verpflichtungen bezüglich der Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten aufgebracht werden.

Es kann auch vorkommen, dass die Module irgendwann, unabhängig davon, ob die Genehmigung befristet ist oder nicht, ersetzt werden: In diesem Fall muss ein neuer Genehmigungsantrag gestellt werden.

Bibliografie:

- Der wallonische Beitrag zum Nationalen Energie- und Klimaplan 2030 (genehmigt am 28. November 2019).
- Installations photovoltaïques au sol Guide de l'étude d'impact MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT et MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
- Un parc solaire au sol dans mon territoire. Réussir l'intégration environnementale, sociale et économique des projets. COMITE DE LIAISON ÉNERGIES RENOUVELABLES (CLER)

Bildnachweis:

© SPW TLPE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2022/30966]

12 JANUARI 2022. — Omzendbrief betreffende de stedenbouwkundige vergunningen voor fotovoltaïsche projecten**Doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en leefmilieu**

Deze omzendbrief is een beleidsondersteunend instrument voor verschillende overheden bevoegd voor het verstrekken van stedenbouwkundige vergunningen voor projecten in de fotovoltaïsche sector.

Het Waals structuurplan ("SDT", Franse afkorting), aangenomen door de Waalse Regering op 16 mei 2019, streeft naar een vermindering van onverhard areaalverbruik tot 6 km²/jaar tegen 2030, dat is de helft van het nu aangesproken areaal en tegen 2050 wordt gestreefd naar 0 km²/jaar. Met het aannemen van de gewestelijke beleidsverklaring voor 2019-2024 heeft de Regering wat haar betreft zich ertoe verbonden, het verbruik van verharde bodems te verminderen door tegen 2025 een maximum in te voeren .

De aan te houden gedragslijn bestaat er dus in, de voorkeur te geven aan landschapsintegratie voor installaties zonder impact op de grondinneming.

Overigens vormt landbouw één van de steunpijlers van de Waalse samenleving. Wij mogen er nogmaals op wijzen, dat de instandhouding en de inzet van landbouwgrond voor voedselproductie fundamenteel van waarde zijn, dat staat zo in de gewestelijke beleidsverklaring. Cruciaal in dat opzicht is, dat deze sector zijn bestendig karakter kan behouden door rekening te houden met de problemen die daarbij rijzen. Als middel en productiefactor is grond immers een schaars goed waar steeds vaker en door velen, vaak met concurrerende gebruiksintenties, naar getracht wordt. Iedere keer dat landbouwgrond aan zijn functie onttrokken wordt, wordt duidelijk hoe weinig daarvan beschikbaar is en hoe meer naburige gronden onder druk komen te staan. Landbouwgronden staan zodanig onder druk dat de toegang tot die gronden een steeds prangender kwestie wordt.

Daarom kan pas overwogen worden om fotovoltaïsche projecten te ontplooien als dit niet nòg meer druk zet op de gronden.

Bijgevolg worden vergunningsaanvragen aan overwegingen van beider orde getoetst, waarbij hiernavolgende instructies en aanbevelingen in acht dienen te worden genomen.

Namen, 12 januari 2022.

De Vice-Minister-President en Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling,
W. BORSUS

A. Geef de voorkeur aan installaties die in het landschap opgaan en geen impact hebben op grondinneming

Overeenkomstig de, door België ondertekende, Europese Landschapsconventie van Firenze ging ons land de verbintenis aan om in middelen te voorzien om in te grijpen voor landschapsbescherming, landschapsbeheer en/of landschapsinrichting.

De ontplooiing van fotovoltaïsche installaties over een kleinere of grotere oppervlakte op daken, op opgaande structuren of op met minerale elemente gedekte oppervlaktes (wegen, parkings, opslagruimtes enz) dient verdergezet en geïntensifieerd te worden wegens de lage impact ervan. Grote privé-gebouwen als handelscentra of hangars van landbouwbedrijven of in de industrie, werkplaatsen enz, evenals openbare gebouwen als scholen, ziekenhuizen, sportcentra of andere zijn ideale plaatsen om fotovoltaïsche panelen te vestigen.

Voorrang dient te worden gegeven aan projecten waarvan de conceptie dit model volgt.



Fotovoltaïsche installaties op daken: Platte daken op industriegebouwen zijn de ideale plaats om panelen te installeren zonder landschapsaantasting



Fotovoltaïsche installaties als gevelbekleding



Zonnetrackers zijn te vermijden, zij ontsieren het landschap



B. Wees bijzonder attent bij projecten die een impact hebben op de grondinneming

Het juiste terrein uitkiezen is beslissend voor een project met een zonnepanelenveld. Vestig de aandacht van promotoren op het juiste evenwicht in de diverse belangen. Een project dat in goede banen wil worden geleid moet immers aan meerdere criteria voldoen:

1. *Spaarzaam met ruimte omgaan, geen concurrerend bodemgebruik toelaten,*
2. *Haalbaarheid en rendabiliteit beogen,*
3. *Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit zo klein mogelijk houden,*
4. *Impact op het landschap zo klein mogelijk houden,*
5. *Omwonenden bij het project betrekken.*

Aangeraden wordt dus, om contact op te nemen met de gewestelijke en de lokale overheid zodra van start gegaan wordt met een nieuw project.

1- Spaarzaam met ruimte omgaan, geen concurrerend bodemgebruik toelaten,

Dit is het doel beoogd door het ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 16 mei 2019:

- het verbruik van onverharde bodems tot 6km²/jaar verminderen tegen 2030, dit is de helft van wat nu aan oppervlaktes verbruikt wordt, en streven naar 0 km²/jaar tegen 2050

Wat gevraagd wordt in de gewestelijke beleidsverklaring 2019-2024 is:

- het verbruik van verharde bodems verminderen door tegen 2025 een maximum op te leggen.

Prioritair doel is het spaarzaam omspringen met ruimte. Daarbij:

- is het eerste gebruiksdoel van landbouwgrond voedsel voortbrengen, en daar valt de plaatsing van zonnepanelen niet onder;
- worden bedrijfsruimten niet zomaar weggegeven, ze zijn voorbehouden voor de vestiging van bedrijven;
- wordt industriële braakgrond prioritair weer teruggegeven aan bedrijfsactiviteiten of, in voorkomend geval, gebruikt voor andere functionele doelen voordat ze ook maar bestemd kunnen worden voor de aanleg van zonnepanelen rekening houdend met de aard van de grond en de omvang van de vastgestelde verontreiniging.

<p><i>Spaarzaam omspringen met ruimte met de bestrijding van bodemverhardingen als doel</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Prioritair op zoek gaan naar afgedankte en/of ongebruikte sites (industriële niet herbruikbare braak, voormalige biologisch weinig waardevolle steengroeven, stortten, zijkanten van auto- of spoorwegen, industriegebieden enz) ❖ Sites gebruiken met een bewezen laag potentieel inzake landbouwwaarde van de bodems, en inzake fauna en flora ❖ De ontwikkeling bevorderen van aanvullende activiteiten (samenbrengen met andere hernieuwbare energieën zoals windenergie) of samenbrengen met andere bestaande infrastructuren
---	--

In landbouwgebied zorgen voor duurzaam bodemgebruik voor de landbouw

- ❖ Landbouwpercelen in bedrijf niet gebruiken
- ❖ Niet bijdragen tot nog hogere grondprijzen
- ❖ Heel uitzonderlijk, een combinatie maken van een landbouwproject met een fotovoltaïsch project



Fotovoltaïsch project in industriegebied



Fotovoltaïsch project op de site van een voormalig rangeerstation



Fotovoltaïsch project op een voormalig technisch ingravingscentrum

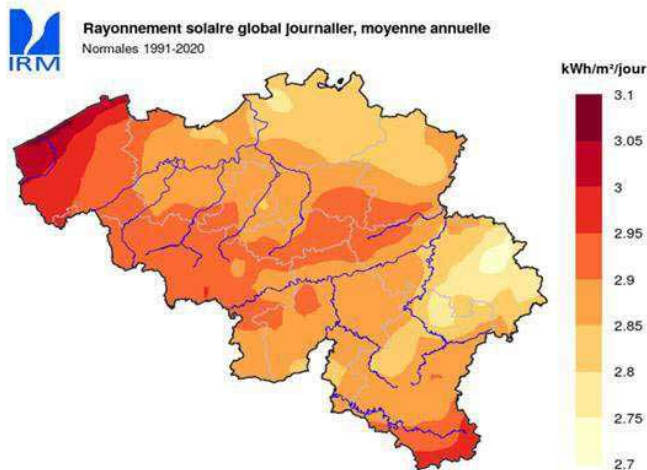


Fotovoltaïsch project langs een weg

2 – Kiezen voor een geoptimaliseerde haalbaarheid en rendabiliteit van het project

De projectdrager zelf moet nakijken of zijn project haalbaar is en dit doen in functie van het potentieel aan elektriciteitsproductie op de plaats van vestiging en van de specifieke kosten voor deze vestiging (grondprijs, prijs van de aansluiting op het net, kostprijs voor nieuwe infrastructuur enz.). Hij dient ook na te gaan of er geen natuurrisico zou bestaan dat de keuze voor de site in vraag stelt.

De zonnestraling is variabel volgens de plaats waar men zich in Wallonië bevindt. Uiteraard hebben de oriëntering en de hellingsgraad van de panelen eveneens een impact op de elektriciteitsproductie, in het bijzonder wanneer panelen niet mobiel zijn (trackers).



<i>Een grond kiezen met een uitstekende blootstelling aan de zon, geen bruuske reliëfveranderingen, en toegankelijk</i>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Een optimale productie bevorderen ❖ De bodemreliëfwijzigingen zo klein mogelijk houden ❖ Voorkomen dat nieuwe wegen dienen te worden aangelegd
<i>De natuurrisico's meester blijven</i>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Gebieden vermijden met een natuurrisico of met hoge drukfactoren op geotechnisch gebied, zoals karst bv, waar de haalbaarheid van projecten in vraag kan worden gesteld

3 – Hou de impact op faune en flora zo laag mogelijk

Een zonnepanelenveld kan biotopen wijzigen en de ecologische continuïteit doorbreken terwijl die voor sommige diersoorten zeer belangrijk is. Panelen plaatsen en ze in de bodem verankeren kan perceelsgebonden habitats vernietigen, en installaties worden meestal omheind, wat een ecologisch doorgangsgebied kan onderbreken.

Er bestaat ook een risico dat hemelwater van de zonnepanelen afloopt en dat water zich ophoopt op het laagste punt van de modules, zodanig dat de plek waar water op de bodem neerkomt, een forse erosie kan veroorzaken.

De fundamenten van de panelen kunnen ervoor zorgen dat de bodems enigszins ondoorlatend worden, wat afhangt van de gekozen techniek.

Vallende schaduwen afkomstig van vaste panelen kunnen ook de soorten die op de site leven, beïnvloeden.

Het gebruik van fyto-sanitaire producten voor terreinonderhoud kan ook nefaste gevolgen hebben voor het leefmilieu.

Er wordt op gewezen dat het verstoren of vernietigen van beschermde soorten en hun habitat voor sommige strikt beschermde soorten verboden zijn of een afwijking vereisen van de wet op het natuurbehoud.

<p><i>Biodiversiteit in stand houden</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ projecten gevestigd in beschermde sites (natuurreservaat, bosreservaat, biologisch waardevol vochtig gebied, ondergrondse holte van wetenschappelijk belang, site Natura 2000) afkeuren ❖ projecten aangelegd op sites die aan een inventaris worden voorgelegd (« SGIB ») afkeuren <p><i>Vermijd de watervlakken (behalve industriegebied), de ecologische verbindingssomtrekken enz.</i></p>
--	---

4 – Hou de impact op het landschap zo klein mogelijk

Voorkom de versnippering van kleine grondinstallaties en bestrooi een oppervlakte er niet mee: de voorkeur wordt altijd gegeven aan installaties die voor, zelfs gedeeltelijk, zelfverbruik geen impact hebben op de grondinneming. Grote elektriciteitsverbruikers zoals het spoor, oppompstations, bepaalde industrieën, in bedrijf zijnde steengroeven enz. kunnen middelgrote zonne-energievelden aanleggen om hun bedrijvigheid van energie te voorzien. Zonne-energievelden zonder zelfverbruik nemen het best een groot areaal in beslag.

Als het technisch mogelijk is, wordt aangeraden technische cabines niet in een te groot aantal te voorzien.

Hoe dan ook valt de impact op het landschap prioritair te overwegen.



Voorkomen dient te worden, dat installaties op blootgestelde heuveltoppen worden aangelegd.

<p><i>Landschapsbescherming en een beter dagelijks leefkader</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Voorkomen dat beschermde landschappen worden aangetast (landschappelijk waardevolle omtrekken, vergezichten, cultureel, historisch en esthetisch waardevolle sites, enz) ❖ De impact van de projecten van de landschappen die in stand gehouden of gevormd dienen te worden specifiek onderzoeken en verantwoorden ❖ Anticiperen op de integratie van installaties en op het vinden van een esthetische en architectonische kwaliteit ervan
--	---

	❖ Erop toezien dat er geen versnippering optreedt op een met installaties bezaaid areaal
--	--

Vanuit de Franse ervaring worden de landschapsintegratieconcepten¹ voorgesteld als hieronder afgebeeld.

Algemene beginselen inzake landschapsanalyse

Fotovoltaïsche installaties worden in de landschappen opgemerkt via diverse kenmerken die allemaal elementen zijn waarmee rekening dient gehouden in de aanleg van een nieuw landschap: de inneming door installaties; de geometrie, de afmetingen, de hoogte, de dichtheid, de kleur en de lichtweerkaatsing van de modules; de plaats waar de panelen opgesteld worden in de algemene topografie (vlak of heuvelachtig gebied) en in verhouding tot de grondinneming (landbouwgrond, bosgebied, wilde plantengroei); de aanhorigheden (wegen, omheining, gebouw voor de omvormer enz.).

De milieueffectrapportering (of het effectenonderzoek) moet nader ingaan op de vraag welke stappen de projectdrager heeft ondernomen inzake het landschapsproject. Bepaald moet worden hoe de projectconciipiëring rekening houdt met het bestaande landschap en, vervolgens, welke visuele effecten daaruit voortvloeien. De milieueffectrapportering (of het effectenonderzoek) moet, bij het aanvankelijk onderzoek, eerst de landschapcontext nader omschrijven waarin het project wordt opgenomen, en dan tonen hoe het project in functie van de initiële toestand wordt opgevat.

Landschapsproject: bedenk het project in functie van de initiële landschapstoestand

In een context die reeds verstedelijkt is of die reeds gekenmerkt wordt door industriële bedrijvigheid

In een bedrijfs- of industriegebied valt de integratie van fotovoltaïsche uitrustingen eerder onder een architectonisch project zonder dat er een significante impact is.



Het activiteitsgebied bevat talrijke objecten die van schaal verschillen. De geometrische vormen van de fotovoltaïsche installaties geven geordende eenheid weer daar waar de blik permanent indrukken te verwerken krijgt.



¹ Bron : « Installations photovoltaïques au sol, Guide de l'étude d'impact MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT et MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE »



Fotovoltaïsche installaties worden in de continuïteit van een elektrische verdeelpost aangelegd. Zij geven een bevestiging van de bestemming van de site als energie-opwekker. De bepaling van de plaats waar de panelen in een gebied met weinig hoogtes worden opgesteld gunt, vanuit omliggende gezichtspunten, een vrije blik op deinende bossen die de heuvel oplopen.



Op een plaats waar verstedelijking niet als gewestplanconforme bestemming is opgenomen

Op een plaats waar verstedelijking niet als bestemming is voorzien is de aanleg van een fotovoltaïsche installatie een krachtige ingreep die in die hoedanigheid zijn stempel op het landschap moet drukken onder toevoeging van een werkelijke meerwaarde. Er wordt op gewezen dat landbouwgebied bestemd wordt voor de instandhouding en de vorming van landschappen. Als dusdanig is landbouwgebied niet bestemd voor de aanleg van zonnepanelenvelden.

Om het project te concipiëren, dient als mogelijke inspiratiebron, de capaciteit van de moduleerbare panelelementen om in het landschap een krachtig grafisch effect te sorteren door de combinatie van een reeks objecten met elkaar zodat hun ritme in een open landschap een nieuwe perceptieschaal bewerkstelligt.

Werk aan de conceptie van het installatieproject

De schaalverhouding tussen de fotovoltaïsche installaties (oppervlakte, verdeling van de panelen) en het landschap (eenheden, afbakening, versnippering) is een element waarmee de afmetingen van de installaties berekend kunnen worden.

Topografisch gezien is de loutere geometrische zuidwaartse oriëntering van de panelen waarbij het overwogen perceel totaal wordt ingenomen, een te karig antwoord. Panelen dienen zó te worden geplaatst dat het landschap daardoor een voelbaar ritme krijgt en de topografische lezing van het landschap situationeel en sfeermatig vooruitgeholpen wordt.




De situaties passen zich aan de vormen van de percelen aan.

De omvang van de uitrustingen en de aard van de materialen zijn van invloed op de conceptie van het landschapsproject.

De afmetingen en de hellingsgraad van de panelen kunnen vanuit een standpunt in de verte of van nabij verschillend waargenomen worden. De totale hoogte van de panelen kan tot meerdere meters boven de grond reiken.



Panelen langs de kant van een autoweg mogen niet te hoog staan en het gezicht op het landschap niet belemmeren. 

De materialen van de panelen (draagmodules en structuren) kunnen eveneens van invloed zijn op de algemene perceptie van de installaties van ver en vooral van dichtbij. Elk detail telt: de kwaliteit waarmee de panelen zijn geassembleerd, de types materialen die gebruikt worden voor de draagstructuur (hout, metaal, beton), het onderhoud in de lanen tussen de rijen panelen.



In het panelenpark op de eerste foto ziet men dat de zorg waarmee de panelen naast elkaar zijn geplaatst, de makkelijke doorkijk in de draagstructuren, het gebruik van lichte paalfunderingen, de afwisseling tussen rijen panelen en onderhouden grasstroken de installaties sierlijkheid verlenen. De vergelijking met ononderbroken rijen geïnstalleerde modules is snel gemaakt.



De makkelijke doorkijk in de draagstructuren, de verzorgde montage, de grasstroken en de minimalistische omheining dragen bij tot de landschappelijke sfeer van de site.



Overweeg de perceptie vanuit verschillende oogpunten

In de respons van landschappen mag niet uit het oog verloren worden dat, afhankelijk van waar men kijkt, de installaties op zeer uiteenlopende wijze gepercipieerd worden. Zo dient men attent te zijn op de achterkant en de zijkanten van panelen.

Wie als waarnemer modulaire zonne-installaties vanuit hun actieve kant bekijkt, beziet panelen en rijen panelen die, bij het nemen van enige afstand, samensmelten en onzichtbaar worden. Installaties nemen dan de vorm aan van een oppervlakte die min of meer homogeen van aard en van kleur wordt.

Wie de passieve kant bekijkt, wordt aangetrokken door de ondersteunende elementen van de panelen op het voorplan.

Vanuit de zijkanten moeten de panelen bekeken worden in functie van de openingsgraad van het landschap.



Gezichtspunten op éézelfde installaties van beide kanten uit bezien, actieve en passieve oppervlakte. Vanuit de actieve oppervlakte bezien, gaan de rijen panelen geleidelijk in elkaar over. Die perceptie wordt nog eens versterkt doordat de panelen niet zo hoog staan en niet ver uit elkaar staan. Voor wie de installatie vanuit de passieve kant bekijkt, wordt de wijze van perceptie van de voorgrond beïnvloed door de aard van de draagstructuren. Voor wie enige afstand neemt, ziet daardoor ook dat rijen panelen samensmelten, maar het gepercipieerde kleurengamma kan veranderen afhankelijk van de materialen van de ondersteuning.

Vermijd hinderpalen als deze bij landschapsprojecten

Camouflage of verberging bestaat erin, het terrein morfologisch in te zetten om het visuele effect zo klein mogelijk te houden en de installaties af te zonderen met groen zoals hagen. Installaties moeten bijgevolg niet meer als volwaardige landschapselementen worden beschouwd, maar als een object dat verborgen zou kunnen worden in een landschap, dat decor wordt. Hagen en bomenaanplantingen kunnen evenwel de landschapsintegratie van installaties begeleiden.

Pastiche is dan weer een architectonische behandeling (transformatieposten bv) waarbij inspiratie gehaald wordt uit typische architectonische of landschapselementen zodat ze opgaan in hun omgeving.

In de **esthetische** behandeling gaat men op zoek naar een artistieke compositie van de installatie. Wat te vermijden valt, is dat het zonnepanelenveld beschouwd wordt als een kunstwerk op zich dat artistiek uitgebaat wordt (Chinese zonnepanelenvelden die een paard of een panda afbeelden zijn geen voorbeeld).

Het **alibi van de ecologische aanvaardbaarheid** van het project komt erop neer te oordelen dat respect voor biodiversiteit en ecosystemen, gewaarborgd in de milieueffectenrapportage of het effectenonderzoek als attest voor landschapsintegratie volstaat. De milieueffectenrapportage, of het effectenonderzoek, mag geen wanverhouding vertonen tussen natuur- en landschapsonderzoek, maar juist een analyse voorstellen waarbij rekening gehouden wordt met alle steekhoudende elementen.

5 – Geef omwonenden een stem

Zodra het project wordt opgestart, participeren de omwonenden. Om het maatschappelijk draagvlak en de kansen op slagen niet op de helling te zetten, dienen omwonenden en plaatselijke vertegenwoordigers zo spoedig mogelijk door de projectontwerper geïnformeerd te worden. Het draagvlak wordt onmiddellijk breder als de bevolking erbij betrokken wordt.

Aanbevolen wordt dus, om vooraf een informatievergadering te houden. Als het project eenmaal is uitgevoerd, kan voor meer duiding en een grotere sensibilisering van de bevolking voor het energievraagstuk een bezoek ter plaatse ingelast worden.

Zowel de positieve als de negatieve impacten van het project dienen te worden uiteengezet. Dit is de voornaamste positieve impact: de plaatsing van een zonnepanelenveld maakt de noodzakelijke energietransitie naar een koolstofarme maatschappij mogelijk en is een antwoord op de uitdagingen van de klimaatverandering.

De negatieve impacten kunnen voortvloeien uit de werffase of de ontmantelingsfase. Algemene hinder kan van verschillende aard zijn: geluidshinder en visuele hinder, mogelijks grotere hinder door drukker vrachtverkeer, afval en plaatselijke verontreinigingen. De projectontwerper moet ze meester zijn of worden.

Hinder tijdens de uitbating is dan weer aan de lage kant. Als het zonnepanelenveld eenmaal geïnstalleerd is, wordt er geen significante geluidshinder voortgebracht, vooral als het geen mobiele panelen betreft. Omvormers en transformatoren, elektrische onderdelen die in een lokaal geplaatst zijn brengen geluid voort, dat hoofdzakelijk via verluchttingsroosters naar buiten komt. Deze hinder kan enkel overdag waargenomen worden daar zonnepanelenvelden 's nachts niet werken.

Wat betreft de elektromagnetische golven, kunnen zonnepanelen en kabels zwakke continue (elektrische en magnetische) velden opwekken. Omvormers en de transformatoren, geplaatst in metalen beschermingskasten, kunnen iets sterkere elektromagnetische velden veroorzaken, maar die golven zijn over de afstand van een paar meter al danig afgezwakt.

Dossierbeheer

A. Globale vergunning of stedenbouwkundige vergunning, bevoegde overheid

1 – Elektriciteitsproductie uit fotovoltaïsche bron wordt heden niet als dusdanig beoogd in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten die een risico voor de bodem vertonen. Enkel de installaties die voorzien in de plaatsing van minstens één statische transformator, gekoppeld aan een elektriciteitsinstallatie met een nominaal vermogen gelijk aan of hoger dan 1.500 kVA, zijn onderworpen aan een globale vergunning (klasse 2, rubriek 40.10.01.01.02).

Het ontbreken van een transformator van dat type is een gegeven dat **opgenomen dient te worden in de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning**. Zonder vermelding van dat gegeven is de aanvraag onvolledig.

2 – Artikel D.IV.22 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling reserveert de bevoegdheid inzake handelingen en werken die betrekking hebben op de productie van energie die voor de gemeenschap is bestemd, namelijk de energie die zonder privé-verbruik in het elektriciteitsnet wordt geïnjecteerd en degene die betrekking

hebben op de installatie, de aansluiting, de wijziging, de bouw of de uitbreiding van een veld van fotovoltaïsche zonnepanelen aan de gemachtigd ambtenaar.

Bij zelfverbruik (zelfs gedeeltelijk) is het gemeentecollege bevoegd (behoudens een ander bevoegdheidscriterium bedoeld in één van de punten 1° tot 6 en 8° tot 11°, van artikel D.IV.22 van genoemd Wetboek).

3 – Overeenkomstig artikel R.IV.1-2, 5°, van genoemd Wetboek is **de tussenkomst van een architect niet vereist** voor de vergunningsaanvraag voor een zonnepanelenveld, met inbegrip van de technische cabine(s).

4 – Het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering bepaalt dat er voor een grond die vermeld is in de **databank ondergrond** met het label “(potentieel) verontreinigd” (met perzikkleur ingekleurd) geen oriënteringsonderzoek dient te worden uitgevoerd door de vergunningsaanvrager, voor zover zijn aanvraag hoofdzakelijk verband houdt met de installatie van zonnepanelen. Die informatie moet worden vermeld in het formulier dat mee in het kader is opgenomen van het decreet betreffende bodembeheer en bodemsanering, vermeld in de bijlagen 4 tot en met 9 van het reglementair deel van genoemd Wetboek en dat bij de vergunningsaanvraag dient te worden gevoegd.

5 – Er wordt op gewezen dat artikel R.IV.1-1, rubriek A, 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling een **vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning** invoert voor de plaatsing van fotovoltaïsche dakbedekkingsmaterialen of de vervanging van fotovoltaïsche of niet-fotovoltaïsche dakbedekkingsmaterialen door fotovoltaïsche dakbedekkingsmaterialen, op voorwaarde dat, wanneer het onroerend goed onderworpen is aan de artikelen R.II.36-6 tot R.II.36-9, R.II.37-3, R.II.37-4 et R.II.37-7 tot R.II.37-9, R.II.37-11, R.II.37-12, de kleuren in overeenstemming zijn met de betrokken aanduidingen en voorschriften.

Eveneens vrijgesteld van de stedenbouwkundige vergunning is, nog volgens deze rubriek, vak L1, het plaatsen van één of meer modules voor de productie van elektriciteit of warmte waarmee ieder bouwwerk, iedere installatie of ieder gebouw rechtstreeks bevoorraad worden, gelegen op hetzelfde onroerend goed waarvan de energiebron hernieuwbaar is en waarbij tegemoet wordt gekomen aan één of meerdere van de volgende gevallen:

a) indien de module(s) gevestigd is (zijn) op een hellend dak, is de projectie van het uitstekende deel op het verticale vlak kleiner dan of gelijk aan 0,30 meter en het verschil in hellingsgraad tussen de module en het dak van dat gebouw kleiner dan of gelijk aan 15 graden;

b) indien de module(s) gevestigd is (zijn) op een plat dak, bedraagt het verticaal uitstekende deel maximum 1,50 meter en bedraagt de helling van de module maximum 35 graden;

c) indien de module(s) gevestigd is (zijn) op een opgaande muur, bedraagt het horizontaal uitstekende deel tussen 1,20 meter en 1,50 meter en bedraagt de helling van de module tussen 25 en 45 graden.

Die lijst vrijstellingen **geldt echter niet** voor handelingen en werken betreffende onroerende goederen, die op de beschermingslijst opgenomen zijn, op de monumentenlijst geplaatst zijn, die voorlopig onder de gevolgen van de bescherming vallen.

B. Volledigheid van het dossier, milieueffectrapportering en effectenonderzoek

Wanneer een overheid een vergunning verstrekt of weigert, wanneer zij lasten of verplichtingen oplegt, wanneer zij afwijkingen van normen of voorschriften oplegt, berust haar beslissing op een analyse van het project of plaatselijke stedenbouwkundige omstandigheden, namelijk de terreingebonden context waarin het project opgenomen wordt.

Voor een correcte analyse van de aanvraag door de overheid, is het onontbeerlijk dat zij over informatie beschikt. Die informatie moet in het dossier staan: de overheid baseert zich op de stukken die het voorwerp van de eigenlijke vergunningsaanvraag nader omschrijven, op de stukken die concreet ingaan op de context van de aanvraag en op het gemotiveerde initiatief van de projectontwerper.

Elk project dient te worden getoetst aan de regels inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw die deel uitmaken van de plannen, schema's en handleidingen die van toepassing zijn op het terrein. Elk project dient eveneens te worden getoetst aan het criterium als antwoord op de vraag hoe het project integreert met de (on)bebouwde omgeving en de haalbaarheid.

De plannen omschrijven het project en de bestaande toestand.: daarom ook dat de volledigheid, de nauwkeurigheid en de juistheid ervan zo belangrijk zijn.

Voor een zonnepanelenveld is, naast de plannen en gegevens vereist onder vorig punt (A. Globale vergunning of stedenbouwkundige vergunning, bevoegde overheid) en in het aanvraagformulier, de **milieueffectenbeoordeling** een essentieel document dat met de grootste zorg moet worden ingevuld, in het bijzonder wat betreft **landschapsonderzoek en impacten op fauna, flora en leefmilieu** in het algemeen.

Bijgevolg moet daarin een **echt landschapsonderzoek** worden opgenomen, dat nader ingaat op de wijze waarop het project is opgevat rekening houdend met de principes vooropgesteld in deze omzendbrief, de

gezichtspunten van ver of van nabij, en onder bijvoeging van één of meerdere fotomontages waarbij de impact van het project op het landschap wordt onderzocht, de 3D-simulaties enz.

Daarnaast moeten ook worden opgenomen: een uiterst nauwkeurige beoordeling van de potentialiteit van de projectgebonden gronden, bijvoorbeeld gebaseerd op de pedologische bodemkaart² waarbij eventuele projecten aangelegd worden op bodems van mindere kwaliteit, evenals een analyse van de voor- en nadelen van de gekozen site, een terreininventaris waarbij vastgesteld wordt of bepaalde beschermde soorten (al dan niet) aanwezig zijn, de verzachtende maatregelen genomen om de effecten van het project op de soorten en de natuurlijke habitats te milderen enz.

Een project dat significante effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu, met name wegens de aard, de afmetingen of ligging ervan, dient door de overheid die het volledig of ontvankelijk karakter van het aanvraagdossier moet onderzoeken, onderworpen te worden aan een effectenonderzoek. Voor een zonnepanelenveld is de kwetsbaarheid van de vestigingsplaats het belangrijkste element om te oordelen of het al dan niet noodzakelijk is om een **effectenonderzoek** op te leggen.

C. Compatibiliteit tussen fotovoltaïsche projecten en het gewestplan

De hierna afgedrukte tabel vat de compatibiliteit samen tussen een zonnepanelenveld en een gewestplan. Een compatibiliteit tussen het project en het gebied betekent niet automatisch dat de vergunning wordt verleend daar er nog andere criteria die de aanvaardbaarheid van het project bepalen, in beeld komen. In geval van een incompatibiliteit met het gewestplan zou er, voor zover de omstandigheden dit verantwoorden en de toepassingsvoorwaarden zijn vervuld, een afwijking van het gewestplan kunnen worden toegestaan op grond van de artikelen D.IV.11 en D.IV.13 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

<i>Type gebied</i>	<i>compatibiliteit</i>	<i>voorwaarden</i>
<i>woongebied</i>	<i>Ja</i>	<i>De bestemming van het gebied niet in gevaar brengen + compatibiliteit met de buurt</i>
<i>Woongebied met een landelijk karakter</i>	<i>Ja</i>	<i>De bestemming van het gebied niet in gevaar brengen + compatibiliteit met de buurt</i>
<i>Groen woongebied</i>	<i>Nee</i>	
<i>Gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen</i>	<i>Ja</i>	<i>Doel: bevorderen algemeen nut</i>
<i>recreatiegebied</i>	<i>Nee</i>	
<i>gebied voor bedrijfsruimten:</i>	<i>Ja</i>	
<i>Industriële bedrijfsruimte</i>	<i>Ja</i>	
<i>Specifiek gebied voor bedrijfsruimten:</i>	<i>Nee</i>	
<i>Gebied met een economisch karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is."</i>	<i>Zie plaatselijk structuurplan</i>	
<i>Gebied van aanhorigheden van ontginningen</i>	<i>Ja</i>	<i>Voor een beperkte duur, in de gebieden (delen ervan) die nog niet in bedrijf zijn</i>
<i>Gebieden van gewestelijk belang</i>	<i>Zie kaart met bodembestemmingen</i>	
<i>Gebied van gemeentelijk belang</i>	<i>Zie kaart met bodembestemmingen</i>	
<i>landbouwgebied:</i>	<i>Nee</i>	
<i>bosgebied:</i>	<i>Nee</i>	
<i>Groengebied</i>	<i>Nee</i>	

² Zie website « Wal on Map ».

<i>natuurgebied</i>	<i>Nee</i>	
<i>parkgebied</i>	<i>Nee</i>	
<i>ontginningsgebied</i>	<i>Ja</i>	<i>Voor een beperkte duur, in de gebieden (delen ervan) die nog niet in bedrijf zijn</i>
<i>Gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is:</i>	<i>Zie plaatselijk structuurplan</i>	

In de landbouwgebieden wordt de module voor elektriciteit- of warmteproductie die elk bouwwerk, elke installatie of elk gebouw gelegen op hetzelfde onroerend goed rechtstreeks bevoorraadt, uitzonderlijk toegelaten voor zover de bestemming van het gebied niet onomkeerbaar aangetast wordt; tegen volgende voorwaarden:

1° ofwel, de module wordt rechtstreeks op een bestaand gebouw aangebracht;

2° ofwel, de module wordt rechtstreeks of via een montageconstructie in de bodem verankerd voor zover de module, in verhouding tot de toegangsweg, achter de gebouwen geplaatst wordt.

In een dergelijk geval wordt de vergunningsaanvraag formeel gemotiveerd ten opzichte van het effect van deze activiteiten op de landbouwactiviteit, het landschap, de flora, de fauna, de bodem, het aflopend hemelwater, het waterdebiet en de waterkwaliteit in de waterlopen.

Het begrip « onroerend goed » dient uitgebreid te worden in de zin van éénzelfde eigendom die meerdere percelen kan omvatten.

De voorwaarde dat de hoofdbestemming van het gebied niet in gevaar mag worden gebracht houdt een **specifieke formele motivering** van de eventuele machtiging in, die gegeven zou worden voor de bouw of de installatie van dergelijke modules. Er dient te worden aangetoond dat de hoofdfunctie van het landbouwgebied zoals bepaald in artikel D.II.36 van het Wetboek door de uitvoering van het project niet onomkeerbaar in het gedrang wordt gebracht (artikelen R.II.36-11 en R.II.36-12).

Buiten deze hypothèses om is het plaatsen van panelen niet onverenigbaar met landbouwgebied.

Het Wetboek bepaalt evenwel dat een vergunning eventueel toegekend kan worden ter afwijking van de voorschriften van het gewestplan of van de normen van de gewestelijke stedenbouwkundige leidraad **voor bouwwerken en uitrustingen voor het algemeen belang**. Daaronder worden eveneens verstaan, de bouwwerken en uitrustingen voor hernieuwbare energie, die tot het algemeen nut strekken. Het betreft installaties voor « die betrekking hebben op de productie van energie die voor de gemeenschap is bestemd, namelijk de energie die zonder privé-verbruik in het elektriciteitsnet of in het aardgasnet wordt geïnjecteerd of die een stedelijk verwarmingsnet bedient, en degene die betrekking hebben op de installatie, de aansluiting, de wijziging, de bouw of de uitbreiding » (artikel D.IV.11 van het Wetboek).

Los van deze hypothese kunnen zich twee gevallen voordoen waarbij zelfverbruik betrokken is.

1. Enerzijds kan er, voor de elektriciteits- of warmteproductie, ter afwijking van het gewestplan een vergunning worden toegekend, een stedenbouwkundige vergunning of een stedenbouwkundig attest nr 2 voor de energieproductie betreffende energieproductie die ten dele de gemeenschap ten goede komt, namelijk energie die ten dele in het elektriciteitsnet of in het aardgasnet wordt geïnjecteerd of die een stedelijk verwarmingsnet bedient (artikel D.IV.6, derde lid, van het Wetboek).
2. Met het oog op elektriciteits- of warmteproductie kan er, anderzijds, een stedenbouwkundige vergunning of een desbetreffend stedenbouwkundig attest nr.2 **in een aangrenzend gebied** en in afwijking van het gewestplan afgegeven worden voor de modules die elk gebiedsconform bouwwerk, elke gebiedsconforme installatie of elk gebiedsconform gebouw, gelegen op hetzelfde onroerend goed, rechtstreeks bevoorraden (artikel D.IV.8 van het Wetboek).

In dergelijke gevallen is het zaak, te verantwoorden dat het project weldegelijk onder één van deze categorieën valt en vervolgens, voor de drie voormelde hypothèses, dat de afwijkingen:

1° verantwoord zijn rekening houdend met de specifieke kenmerken van het project ten opzichte van de nauwkeurige, overwogen vestigingsplaats: er dient dus te worden aangetoond dat het project niet ingevuld kan worden met inachtneming van het gewestplan, wat concreet dient te resulteren in een uiteenzetting van de alternatieven en duiding van de redenen waarom deze alternatieven niet geactiveerd werden. Er dient tevens te worden aangetoond dat de landbouwkundige bodemkwaliteit een gebiedsconform gebruik ervan niet (meer) mogelijk maakt.

2° de coherente uitvoering van het gewestplan of van de normen van de gewestelijke leidraad voor stedenbouw in de rest van het toepassingsgebied niet in gevaar brengen: de afwijking kan immers de aard van het plan wijzigen, dit plan moet dus na de eventuele afwijking een significante draagwijdte behouden in de rest van zijn toepassingsgebied. Dit houdt het feit in, dat de gezamenlijke gevolgen van de vestiging van een zonnepanelenproject in een veld op de mogelijkheid tot een bestemmingsconform gebruik van het gebied in overweging dienen te worden genomen. Daartoe dient in een nauwkeurige beoordeling van de impact van het

project op de prijs van landbouwgrond te worden vastgesteld dat het project de prijs ervan niet verhoogt die coherente uitvoering van het gewestplan in gevaar brengt;

3° betrekking hebben op een project dat bijdraagt tot de bescherming, het beheer of de inrichting van de bebouwde of niet-bebouwde landschappen: in de zin van de Europese Landschappenconventie dienen deze bewoordingen als volgt te worden verstaan:

« Bescherming van de landschappen » omvat de acties tot bewaring en instandhouding van de significante of kenmerkende aspecten van een landschap, verantwoord door diens waarde inzake erfgoed, die het onttrekt aan zijn natuurlijke samenstelling en/of aan 's mensen hand;

« Beheer van het landschap » omvat de acties die in een perspectief van duurzame ontwikkeling ertoe strekken, het landschap te onderhouden om eenvormigheid en begeleiding te brengen in de veranderingen te wijten aan maatschappelijke, economische of leefmilieu-evoluties;

« Inrichting van de landschappen » omvat de acties die een bijzonder uitgesproken prospectief karakter vertonen inzake landschapsverzorging, -herstel of -creatie.

De criteria voor landschapsanalyse, als hierboven aangegeven, dienen te worden getoetst aan deze definities. Er wordt op gewezen dat de afwijkingen steeds restrictief geïnterpreteerd dienen te worden.

D. Raadplegingen

De overheid verricht de vereiste raadplegingen als bedoeld in artikel R.IV 35-1 van het Wetboek.

In landbouwgebied dient het advies van « SPW ARNE » (Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn) te worden ingewonnen om de redenering van de overheid te onderbouwen wat betreft het niet in gevaar brengen van landbouwgebied en de instandhouding van nuttig landbouwareaal.

E. Overige reglementeringen

Artikel 2 van de eindbepalingen van het decreet van 20 juli 2016 tot opheffing van het decreet van 24 april 2014 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129quater tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129quater tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling bepaalt: « De aanwijzingen of normen van een gewestelijke of gemeentelijke leidraad voor stedenbouw, van een meergemeentelijk of gemeentelijk plan en de voorschriften van het plan en van de bebouwingsvergunning die een afwijking impliceren en die de aanleg op de gebouwen of in de voor- en achtertuinen, verbieden van modules voor elektriciteit- of warmteproductie waarvan de energiebron uitsluitend solair is, worden opgeheven ». Deze bepaling is echter niet toepasselijk op de gebouwen opgenomen in de inventaris van het erfgoed bedoeld in artikel 192 van het Waals Erfgoedwetboek, alsook op de gebouwen bedoeld in artikel 182, tweede lid, a. en b., die op de monumenten- of beschermingslijst staan krachtens hetzelfde Wetboek. »

Het artikel beoogt de zonnepanelen geplaatst « op de gebouwen en in de voor- en achtertuinen », dit heeft dus normaal gezien geen toepassing op zonnepanelenvelden waarvan de productie de gemeenschap ten goede komt.

F. Lasten

Artikel D.IV.54, tweede lid, van het Wetboek inzake de stedenbouwkundige lasten bepaalt: « De stedenbouwkundige lasten bestaan in handelingen en werken die de aanvrager worden opgelegd, met uitzondering van elke contante bijdrage, om de impact die het project heeft op de gemeenschap op gemeentelijk niveau heeft, te compenseren. De positieve impacten van het project op de gemeenschap, namelijk zijn bijdrage tot het inspelen op een behoefte van algemeen belang, worden in aanmerking genomen om, in voorkomend geval, de negatieve impacten ongedaan te maken. ».

Om te bepalen wat verstaan wordt onder een behoefte van algemeen belang, moet men de doelen van het Wetboek in het vizier houden, en met name de doelen van artikel D.I.1. van het Wetboek, waarin duidelijk staat dat een duurzame en aantrekkelijke ruimtelijke ontwikkeling van het grondgebied wordt beoogd waarbij ingespeeld wordt op de behoeften inzake energie.

Voor zover het, eventueel aan voorwaarden verbonden, project aanvaardbaar is, wordt de positieve impact van een project voor de productie van hernieuwbare energie ten behoeve van de gemeenschap zodanig évident dat een stedenbouwkundige last die met de vergunning gepaard gaat, moeilijk te verantwoorden zal zijn. Er dient (dienen) dus geen enkele compensatie(s) van welke soort ook te worden opgelegd, met inbegrip bijvoorbeeld van de milieuvriendelijke maatregelen als bedoeld in artikel R.IV.54, §2, van het Wetboek.

G. Duur en herstel van de plaats in zijn oorspronkelijke staat

Van nature is de levensduur van zonnepanelen in de tijd beperkt (+/- 30 jaar). In de praktijk wordt een projectdrager ertoe aangezet, panelen weg te halen als de waarborg ophoudt en hun rendabiliteit verlaagt. Voor projecten die een aanzienlijke oppervlakte in beslag nemen, met een impact op de grondinneming, is dit een deel van het project dat moet worden beheerd.

Volgens artikel D.IV.80 van het Wetboek heeft de bebouwingsvergunning een beperkte duur voor de handelingen en werken uitgevoerd in afwachting van de ontginning in een gebied met aanhorigheden voor ontginningsgebieden of in een ontginningsgebied of wanneer de vergunning verband houdt met handelingen en werken gevestigd in een gebied dat niet voor bebouwing is bestemd. Na afloop van de toegestane termijn moet de vergunningsgerechtigde de plaats in haar oorspronkelijke staat herstellen zoals voor de uitvoering van de vergunning. Dit herstel van de plaats in de oorspronkelijke staat is automatisch verplicht: het is dus noodzakelijk een vergunningsduur vast te stellen die lang genoeg is. De bevoegde overheid kan eisen dat waarborgen gesteld worden voor de uitvoering van de verplichtingen in verband met het herstel in oorspronkelijke staat.

Het kan eveneens gebeuren dat op termijn, ongeacht of de vergunning al dan niet in de tijd beperkt is, overgegaan wordt tot het vervangen van de panelen; in dat geval dient een nieuwe vergunningsaanvraag te worden ingediend.

Bibliografie

- Waalse bijdrage aan het Nationaal Plan Energie en Klimaat 2030 (goedgekeurd op 28 november 2019)
- « *Installations photovoltaïques au sol Guide de l'étude d'impact* MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT et MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE »
- « *Un parc solaire au sol dans mon territoire.* » « *Réussir l'intégration environnementale, sociale et économique des projets.* » « *COMITE DE LIAISON ÉNERGIES RENOUVELABLES (CLER)* »

Foto credits:

© SPW TLPE